Spedizione in abbonamento postale

Anno 99° — Numero 92

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA Roma - Mercoledì, 16 aprile 1958 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TEL. 550-139 551-236 551 554
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO-LIBRERIA DELLO STATO-PIAZZA G. VERDI 10, ROMA-TEL. 841-089 848-184 841-737 850-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
In ITALIA Abbonamento annuo L 10.020 - Semestrale L 5520
Trimestrale L 3010 - Un fascicolo L 50
All'ESTERO - il doppio dei prezzi per l'Italia

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
In ITALIA. Abbonamento annuo L. 10 020 - Semestrale L. 5520
Trimestrale L 3010 - Un fascicolo L. 50
All'ESTERO il doppio dei prezzi per l'Italia.

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato Libreria dello Stato — Roma

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale,, vegganst le norme riportate nella testata della parte seconda

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso le Agenzie della Libreria dello Stato in ROMA, via XX Settembre (Palazzo del Ministero delle Finanze); via del Tritone n. 61/A-61/B; in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele n 3; in NAPOLI, via Chiaia n. 5; in FIRENZE, via Cavour n. 46/r e presso le Librerie depositarie di tutti i Capoluoghi di Provincia.

Le inserzioni nella parte II della «Gazzetta Ufficiale» si ricevono in Roma presso la Libreria dello Stato (Ufficio inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero delle Finanze). Le Agenzie della Libreria dello Stato in Milano, Napoli e Firenze, possono accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

PRESIDENZA DELLA REPUBBLICA

COMUNICATO

Il 9 aprile 1958, alle ore 11,20, il Presidente della Repubblica ha ricevuto nel Palazzo del Quirinale, S. E. il signor Ghermatchew Tecle Hawariat, il quale Gli ha presentato le lettere che lo accreditano presso il Capo dello Stato in qualità di Ambasciatore straordinario e plenipotenziario di Etiopia.

(1891)

MINISTERO DELLA DIFESA - ESERCITO

Ripristino di ricompensa al valor militare

Decreto Presidenziale 31 gennaio 1958
registrato alla Corte dei conti, addì 20 marzo 1958
registro n 13 Esercito, foglio n. 399

TOFFANIN Alessandro fu Giovanni, da Caldogno (Vicenza) classe 1903, distretto Vicenza, ex capitano fanteria complemento — Gli è ripristinata, a decorrere dal 28 gennaio 1957, la medaglia di bronzo al valor militare « sul campo » concessa con regio decreto 31 ottobre 1942 e successivamente perduta con decreto Presidenziale 12 maggio 1953.

(1837)

LEGGI E DECRETI

LEGGE 4 marzo 1958, n 324.
Approvazione ed esecuzione della Convenzione tra l'Italia e la Francia relativa all'istituzione di un ufficio comune di controllo alla frontiera di Claviere, conclusa in Parigi il 6 aprile 1956.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

E' approvata la Convenzione tra l'Italia e la Francia relativa all'istituzione di un ufficio comune di controllo alla frontiera di Clavière, conclusa in Parigi il 6 aprile 1956.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione indicata nell'articolo precedente.

Art. 3.

All'onere di lire 20 milioni derivante dall'attuazione della Convenzione di cui al precedente art. 1, si provvederà con una corrispondente aliquota di fondi stanziati al capitolo 163 dello stato di previsione della spesa del Ministero dei lavori pubblici per l'esercizio finanziario 1956-57.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 4 marzo 1958

GRONCHI

ZOLI — PELLA — TAMBRONI
— GONELLA — ANDREOTTI
— MEDICI — TOGNI

Visto, *il Guardasigilli* GONELLA

Convention relative à la création d'un Bureau à contrôles nationaux juxtaposés à la Frontière italo française

TITRE I

Dispositions générales

Le Gouvernement de la République Italienne et le Gouvernement de la République Française, désireux de simplifier et d'accélérer dans la mesure du possible les formalités relatives au franchissement de la frontière commune entre leurs deux Pays, ont résolu de conclure à cet effet une Convention réglant le trafic sur la voie routière empruntant le col de Montgenèvre.

Leurs Représentants ont convenu des dispositions suivantes:

Article 1

Il est créé, d'un commun accord, en territoire français sur la voie routière qui emprunte le col de Montgenèvre, un Bureau à contrôles nationaux juxtaposés où

sont accomplis les formalités et les contrôles prevus par les lois et règlements des deux Pays et applicables aux personnes, capitaux, marchandises, véhicules ou bagages circulant à la frontière dans l'un ou l'autre sens.

Article 2

Sous la direction de ce Bureau est constituée une zone à l'intérieur de laquelle les Autorités qualifiées des deux Pays ont le droit de contrôler les personnes, capitaux, marchandises, vehicules ou bagages franchissant la frontière dans l'un ou l'autre sens.

Cette zone, determinée d'un commun accord par les Administrations compétentes des deux Pays, comprend:

a) le bureau et ses annexes,

b) la portion de la route nationale N° 94, située devant le bureau et à ses abords immédiats.

La portion de la route nationale 94 comprise entre ladite zone et la frontière politique constitue la voie douanière commune.

Article 3

Les lois et règlements des deux Pays, relatifs au franchissement de la frontière, sont integralement applicables a l'interieur de la zone définie à l'article 2 En particulier, les fonctionnaires et agents italiens pourront, dans cette zone constater des infractions, procéder à des arrestations et à des refoulements, effectuer des saisies, consentir des transactions sur les infractions constatées ou déférer celles ci aux juridictions de leur Pays, retenir les capitaux, marchandises, véhicules ou bagages en garantie des impôts dus et des amendes encourues, ou les transférer sur leur territoire, à moins qu'ils ne jugent préférable de les vendre sur place dans des conditions prévues par la réglementation de l'autre Pays, auquel cas le produit de la vente pourra être transferé librement dans leur Pays.

Les fonctionnaires et agents qualifiés de l'Administration italienne, peuvent en particulier transférer sur le territoire de leur Pays, les personnes qu'ils auront arrêtées, à quelque nationalité qu'elles appartiennent.

Article 4

Dans la zone définie à l'article 2, les contrôles de la police, de la douane et autres contrôles du pays de sortie sont effectués avant les contrôles de la police, de la douane et autres contrôles du pays d'entrée.

Les lois et règlements du pays d'entrée, visés à l'article 3, deviennent applicables à partir du moment où les Autorités du pays de sortie ont libéré les personnes, capitaux, marchandises, véhicules ou bagages.

Sauf accord des Autorités du pays d'entrée, les Autorités du pays de sortie ne peuvent plus contrôler les personnes, capitaux, marchandises, véhicules ou bagages qu'elles ont liberés des formalités, à partir du moment où les Autorités du pays d'entrée ont commencé leurs contrôles.

Article 5

Les lois et règlements douaniers des deux Pays relatifs au franchissement de la frontière sont simultanément applicables sur la voie douanière commune.

Les Autorites douanières compétentes françaises et italiennes assurent conjointement la surveillance de cette voie douanière commune et font respecter les lois et règlements de leurs pays respectifs visés à l'alinéa précédent.

Les personnes appréhendées ainsi que les marchandises, capitaux et bagages sont conduits au bureau pour y être remis aux Autorités compétentes.

En cas de violation simultanée des lois et règlements des deux Pays, la remise est faite, par priorité, aux Autorites du pays de sortie.

Article 6

En ce qui concerne les lois et règlements italiens visés à l'article 4 et applicables sur le territoire français, la zone définie à l'article 2 est considérée comme rattachée à Clavières. Les textes qui modifient la législation et la réglementation antérieures y deviennent exécutoires en même temps qu'à Clavières.

Lorsque les infractions aux lois et règlements italiens, constatées sur le territoire français sont déférées aux Tribunaux italiens, les juridictions compétentes sont celles qui auraient à connaître de ces infractions si elles étaient commises dans le ressort de Clavières.

Article 7

Pour l'exécution de leur service dans la zone définie à l'article 2 les fonctionnaires et agents des deux Pays collaborent et se prêtent assistance dans toute la mesure du possible aussi bien dans la prévention que dans la recherche des infractions aux dispositions légales ou reglementaires qu'ils ont la charge d'appliquer.

En particulier, en matière d'infraction aux lois et règlements de douanes et de contrôle du commerce extérieur et des changes, les Autorités compétentes se communiquent, soit spontanément, soit sur demande de l'autre partie, les renseignements qui présenteraient un intérêt pour l'exécution du service. Les Autorités compétentes du Pays doivent notamment. sur requête directe de celle de l'autre Pays:

a) proceder à toutes informations officielles, notamment entendre les personnes recherchées pour infraction, ainsi que des témoins ou des experts;

b) transmettre le résultat de ces recherches;

c) notifier à tous redevables prévenus ou condamnés, toutes les pièces de procédure et les décisions judiciaires ou administratives. Les notifications dont il s'agit sont valablement faites suivant la procédure usitée dans le pays requis, pour les notifications analogues.

Les frais exposés par un Pays ou par ses fonctionnaires et agents pour satisfaire à une demande ou à une réquisition de l'autre Pays, sont remboursés moyennant les justifications et suivant les modalités déterminées d'un commun accord par les Administrations intéressées.

Article 8

Les Autorités françaises accordent aux fonctionnaires et agents italiens dans l'exercice de leurs fonctions, les mêmes protection et assistance qu'aux fonctionnaires et agents français.

Article 9

Les fonctionnaires et agents italiens, appelés à assurer leurs fonctions dans la zone définie à l'article 2 et sur la voie douanière commune sont autorisés à franchir la frontière sur simple justification de leur identité et de leur qualité par la production de pièces

officielles. Ils peuvent porter l'uniforme national ou un signe distinctif apparent, ainsi que leurs armes réglementaires. Ils sont exempts de charges personnelles et d'impôts directs.

Article 10

Sans préjudice du droit de l'Administration française d'interdire l'accès du territoire national à tout étranger jugé indésirable, les Commissionnaires en douane italiens, ainsi que leur personnel, peuvent dans la zone définie à l'article 2, intervenir professionnellement auprès des services de leur propre pays dans les mêmes conditions et sous les mêmes réserves que si les opérations se déroulaient sur leur territoire national, et ont toute facilité pour se rendre dans le « Bureau » et exercer normalement leurs activités.

Les prestations alors effectuées sont considérées comme exécutées en Italie avec toutes les conséquences fiscales qui en découlent.

Les Commissionnaires en Douanes italiens et français peuvent employer indifféremment du personnel spécialisé italien ou français sans que les dispositions spéciales prises ou susceptibles d'être prises dans l'avenir pour la protection de la main d'œuvre nationale leur soient applicables.

Article 11

Il peut être mis fin à la coexistence des services dans ce « Bureau » soit d'un commun accord, soit à la requête de l'une des Hautes Parties contractantes

TITRE II

Dispositions spéciales

Article 12

L'implantation du Bureau est effectuée à l'Ouest des derniers immeubles bâtis de l'agglomération de Clavières, à l'emplacement indiqué sur la carte ci-jointe.

Article 13

Les plans de cette construction sont établis d'un commun accord par les Autorités françaises et italienne

Le Bureau comprend exclusivement des locaux de service à l'exclusion de tout logement de fonctionnaires. Il est divisé en deux parties identiques affectées respectivement aux services français et italiens.

Article 14

L'établissement des voies routières nécessaires au double accès du Bureau est effectué par l'Administration française: la dépense étant répartie par moitié entre le Gouvernement français et le Gouvernement italien.

Article 15

La construction du Bureau est réalisée à frais communs par les Administrations française et italienne, la propriété de l'ensemble étant acquise au Gouvernement français.

Les services italiens jouiront à titre gratuit de la partie des locaux qu'ils occuperont, sous réserve des frais de chauffage et d'éclairage et des réparations intérieures dites locatives afférant à leur part. Les réparations dites de propriété incombent a l'Etat français.

Article 16

Le matériel, le mobilier et les objets nécessaires au fonctionnement des services italiens sont importés en franchise de tous droits de douane et taxes, sous réserve de leur déclaration régulière.

Article 17

Les lignes électriques ou téléphoniques nécessaires au fonctionnement des services officiels italiens peuvent être prolongées jusqu'à la zone définie à l'article 2, en vue de permettre l'éclairage et les communications téléphoniques directes avec le Bureau.

Article 18

Les Administrations française et italienne déterminent, d'un commun accord, le nombre des fonctionnaires affectés au Bureau et veillent au maintien de leur parité en nombre et en grade.

Article 19

La compétence des services italiens et français doit être équivalente, notamment, le bureau de douane italien doit être placé dans la catégorie de plein exercice.

Article 20

Les personnes ne quittant pas le territoire français et se rendant, en utilisant la voie douanière commune, aux installations touristiques situées entre le Bureau et la frontière politique ne sont pas soumises aux formalités relatives au franchissement des frontières.

L'Administration française détermine seule les modalités qui pourront se révéler nécessaires de façon à s'assurer que lesdites personnes ne quittent pas effectivement le territoire français.

Article 21

Les personnes venant d'Italie et se rendant, en utilisant la voie douanière commune, soit aux installations touristiques et sportives situées entre le Bureau et la frontière politique, soit aux immeubles implantés dans cette zone, ne sont pas normalement soumises aux formalités relatives au franchissement des frontières.

L'Administration française détermine les modalités qui pourront se révéler nécessaires, de façon à s'assurer que lesdites personnes ne pénètrent pas en territoire français, hors des installations touristiques et sportives dont le périmètre devrait être strictement délimité.

Article 22

Les Administrations intéressées des deux Pays fixent d'un commun accord, en tant que de besoin, les modalités d'application de la présente Convention qui ne sont pas réglées par les arrangements prévus aux articles précédents.

Fait à Paris en double exemplaire, le 6 avril 1956

Pour le Gouvernement italien
VITTORIO BADINI

Pour le Gouvernement français
MAURICE FAURE

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
PELLA

LEGGE 18 marzo 1958, n. 325.
Disciplina del commercio interno del riso.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il nome di riso è riservato al prodotto ottenuto dalla lavorazione del risone con completa asportazione della lolla e successiva operazione di raffinatura.

E' vietato vendere prodotto non corrispondente a quello sopra descritto col nome di riso.

Art. 2.

Le varietà di risone e di riso sono classificate nei seguenti gruppi:

a) comune;

b) semifino;

c) fino;

d) superfino.

Con decreto del Presidente della Repubblica, su proposta del Ministro per l'agricoltura e le foreste, di concerto con il Ministro per l'industria ed il commercio, verrà determinata la denominazione delle varietà di risone e delle corrispondenti varietà di riso, nonchè la loro attribuzione a ciascun gruppo.

Con lo stesso decreto saranno inoltre stabilite, per il riso, le caratteristiche di ciascuna varietà con la indicazione delle tolleranze consentite e dei relativi limiti.

Il decreto contenente le tabelle portanti le denominazioni e le indicazioni di cui ai precedenti commi deve essere annualmente pubblicato entro il 15 novembre.

Art. 3.

E' vietato qualsiasi trattamento del riso con agenti chimici o fisici o con l'aggiunta di qualsiasi sostanza che possa modificarne il colore naturale o comunque alterarne la composizione naturale.

Sono consentiti i normali trattamenti per la lavorazione a camolino con uso di olii vegetali e commestibili e di olii di vaselina inodori e incolori per la lavorazione a brillato con glucosio e talco.

Sono tuttavia consentiti i trattamenti tipo « parboiled, converte » o simili diretti a conservare al riso le sue proprietà originarie e migliorarne in cottura la resistenza allo spappolamento.

Sono pure consentiti i trattamenti tipo oneminute a « riso soffiato » e quelli tendenti ad ottenere l'arricchimento o la vitaminizzazione del riso, salva la osservanza delle disposizione vigenti in materia d'igiene e sanità.

Art. 4.

E' vietato vendere, porre in vendita o comunque immettere al consumo, per l'alimentazione umana:

a) miscele di risi superfini, fini, semifini e comuni; per i primi tre gruppi è vietata la miscela di varietà anche se appartenenti allo stesso gruppo;

b) riso scondizionato o alterato o comunque tale da non essere atto all'alimentazione umana.

Art. 5.

Chiunque vende, pone in vendita o comunque mette in commercio il riso deve confezionarlo in imballaggi sigillati, recanti sul sigillo o sulla confezione la denominazione della ditta produttrice o confezionatrice. I sigilli devono essere confezionati in modo che in seguito all'apertura siano resi inservibili.

Su apposito cartellino assicurato da sigillo o sull'imballaggio devono essere indicati nell'ordine, con caratteri chiaramente leggibili ed alti almeno un centimetro:

a) il gruppo di appartenenza (comune, semifino, fino e superfino);

b) la varietà.

Sono tollerate denominazioni locali o di fantasia, purchè riportate sullo stesso verso su cui figurano le indicazioni obbligatorie, e purchè con caratteri di dimensioni non superiori a quelli delle diciture obbligatorie.

Non sono ammesse indicazioni o raffigurazioni che siano tali da potere indurre in errore l'acquirente.

Sono considerati come posti in vendita tutti i quantitativi di riso che si trovano presso le ditte produttrici quando siano in confezioni sigillate, nonchè tutti i quantitativi che si trovano nei locali di vendita, nei magazzini o nei depositi del commerciante all'ingrosso e al dettaglio.

I quantitativi di riso comune in trasferimento quando non destinati a industrie di lavorazione, sono considerati posti in vendita.

Art. 6.

E' ammessa la vendita di riso con tolleranze superiori a quelle stabilite ai sensi dell'art. 2, nonchè dei risi ibridi o derivanti da risoni imperfetti, purchè sulla confezione e sui cartellini venga apposta ben visibile e con caratteri di dimensioni non inferiori a quelli di altre diciture l'indicazione di « riso sotto tipo » e della percentuale di rottura.

Art. 7.

E' consentita la vendita al dettaglio di riso sfuso, purchè siano rispettate le disposizioni di cui al successivo comma.

Il riso in vendita al dettaglio deve sempre essere presentato con apposito cartello dal quale risulti in evidenza il prezzo, il gruppo di appartenenza, la varietà e, per i casi previsti dall'art. 6, anche l'indicazione di « riso sotto tipo » e della percentuale di rottura.

Art. 8.

Per l'esercizio della vigilanza si applicano le norme contenute nel capo VIII del regio decreto legge 15 ottobre 1925, n. 2033, convertito nella legge 18 marzo 1926, n. 562, nonchè del relativo regolamento di esecuzione approvato con regio decreto 1° luglio 1926, n. 1361, e loro successive modificazioni, salvo quanto espressamente previsto dalla presente legge.

Art. 9.

In ogni caso in cui, agli effetti giudiziari od amministrativi della presente legge, occorra una revisione dell'analisi, questa sarà eseguita da uno degli Istituti seguenti:

1) dalla Stazione sperimentale di risicoltura di Vercelli, per le analisi eseguite dagli Istituti delegati dal Ministero dell'agricoltura e delle foreste;

2) dall'Istituto superiore di sanità, per quelle eseguite dai Laboratori provinciali d'igiene e profilassi, per quanto ha riferimento alle disposizioni vigenti in materia d'igiene e sanità.

Il quantitativo di riso da prelevare per ogni campionamento deve essere per lo meno di grammi 600.

Art. 10.

Le disposizioni della presente legge si applicano al riso destinato al consumo interno.

Il riso in esportazione deve essere accompagnato da documenti ufficiali comprovanti la destinazione del prodotto.

Art. 11.

La violazione delle disposizioni di cui agli articoli 1 e 3 è punita con l'ammenda da lire 50.000 a lire 500.000, salvo che il fatto costituisca più grave reato.

Nei casi più gravi, ed in quello di recidiva, si applica anche l'interdizione dall'esercizio del commercio e dell'attività industriale da trenta giorni ad un anno.

Art. 12.

La violazione delle disposizioni di cui all'art. 4, lettera *b*), è punita con la multa da lire 200.000 a lire 1.000.000 e l'interdizione dall'esercizio del commercio e dell'attività industriale da trenta giorni ad un anno, salvo che il fatto costituisca più grave reato.

Art. 13.

Chiunque vende, pone in vendita o comunque mette in commercio miscele di riso vietate ai sensi dell'art. 4, lettera *a*), è punito con l'ammenda da lire 20.000 a lire 200.000.

Se la miscela risulta composta di risi appartenenti allo stesso gruppo ed omogenei alla cottura, l'ammenda è ridotta ad un terzo.

Art. 14.

Le violazioni delle disposizioni contenute negli articoli 5 e 6, sono punite con l'ammenda da lire 20.000 a lire 200.000.

La violazione della disposizione contenuta nell'art. 7 è punita con l'ammenda da lire 10.000 a lire 100.000.

Art. 15.

Nelle ipotesi di cui agli articoli 11 e 12 è disposto il sequestro della merce.

In caso di condanna la merce è confiscata ed utilizzata a beneficio dello Stato o distrutta.

Art. 16.

Il giudice, nel pronunciare condanna per la violazione delle disposizioni di cui agli articoli 11, 12, 13 e 14, primo comma, dispone:

a) che siano poste a carico del condannato le spese di analisi da rifondere agli Istituti analizzatori incaricati;

b) che l'estratto della sentenza sia pubblicato, a spese del condannato, almeno su un giornale locale e su un quotidiano;

c) che la sentenza venga affissa all'albo della Camera di commercio, industria e agricoltura della Provincia ed a quello del Comune in cui risiede il contravventore.

Art. 17.

La presente legge entra in vigore alla data di pubblicazione della tabella prevista al terzo comma del precedente art. 2.

E' consentita, dalla data suddetta, una tolleranza di giorni novanta per lo smaltimento delle scorte di riso, esistenti presso aziende industriali, non rispondenti alle caratteristiche stabilite dalla presente legge, nonchè una tolleranza di giorni duecentosettanta per la vendita delle scorte di riso esistenti in commercio.

E' concesso, altresì, un termine di giorni centottanta per lo smaltimento, da parte degli industriali, di involucri, confezionamenti e stampati non conformi alle prescrizioni contenute nella presente legge.

Art. 18.

In caso di variazione, negli anni successivi, della tabella di cui al terzo comma dell'art. 2, è consentita una tolleranza, a partire dalla data della relativa pubblicazione, di giorni sessanta per lo smaltimento delle scorte industriali di riso e di giorni centoventi per la vendita delle scorte di riso esistenti in commercio.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 18 marzo 1958

GRONCHI

ZOLI — COLOMBO — GONELLA — GAVA

Visto, *il Guardasigilli* GONELLA

LEGGE 21 marzo 1958, n. 326.

Disciplina dei complessi ricettivi complementari a carattere turistico sociale.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Agli effetti della presente legge sono complessi ricettivi complementari a carattere turistico sociale gli allestimenti gestiti da enti o da privati che non abbiano finalità di lucro, attuati per soddisfare le esigenze del turismo sociale e giovanile, come gli alberghi od ostelli per la gioventù, i campeggi, i villaggi turistici, le case per ferie, e in genere gli altri allestimenti concernenti il turismo sociale che non abbiano le caratteristiche volute dal regio decreto legge 18 gennaio 1937, n. 975, convertito nella legge 30 dicembre 1937, n. 2651, e successive modificazioni.

Sono alberghi od ostelli per la gioventù i complessi ricettivi sommariamente attrezzati per ospitare, per un periodo di tempo limitato, i giovani turisti in transito ed i loro accompagnatori che siano soci di enti costituiti per contribuire al miglioramento morale, intellettuale e fisico della gioventù attraverso la pratica del turismo e del viaggio individuale o di gruppo.

Sono campeggi i parchi attrezzati per la sosta di turisti provvisti di tenda o di altri mezzi di pernottamento autonomi e accessoriamente dotati di mensa o spaccio.

Sono villaggi turistici i centri di ospitalità, sommariamente attrezzati per il soggiorno di turisti, realizzati in tende od anche in allestimenti stabili minimi.

Sono case per ferie i complessi ricettivi stabili sommariamente attrezzati per ospitare, in periodi determinati, i dipendenti di amministrazioni o aziende pubbliche o private e i soci di associazioni ed organizzazioni aventi esclusivo fine di assistenza sociale.

Sono autostelli i posti di sosta istituiti lungo le vie di comunicazione per permanenze di riposo e ristoro ed assistenza tecnica a favore dei turisti motorizzati in transito.

I complessi ricettivi complementari che non rispondono alle caratteristiche di cui ai precedenti commi sono assoggettati alla disciplina delle aziende alberghiere.

Art. 2.

L'apertura e l'esercizio di uno dei complessi indicati nell'art. 1 sono subordinati ad autorizzazione, da richiedersi preventivamente su presentazione di idoneo progetto, e da concedersi dal prefetto, su parere conforme dell'Ente provinciale per il turismo, competente per territorio, in relazione all'opportunità turistico ricettiva dell'iniziativa, alle caratteristiche e alla ubicazione del complesso, alla disposizione e al funzionamento dei servizi comuni.

Qualora l'attività dei complessi abbia durata stagionale, nell'autorizzazione è indicato il periodo di esercizio annualmente consentito.

L'autorizzazione prevista nei precedenti commi può comprendere, sempre previo conforme parere dell'Ente provinciale per il turismo, oltre l'esercizio propriamente ricettivo, anche l'esercizio delle attività di vendita di bevande analcooliche ed alcooliche — esclusi i superalcoolici — nonchè di mensa, ed autorimessa, limitatamente alle persone ospitate.

Le disposizioni del presente articolo non si applicano ai complessi ricettivi, riservati ai giovani che frequentano scuole di ogni ordine e grado, organizzati e condotti direttamente dal Ministero della pubblica istruzione, di intesa con il Commissariato per il turismo e con l'Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica.

Art. 3.

Il parere dell'Ente provinciale per il turismo è espresso entro trenta giorni, con deliberazione motivata del Consiglio dell'ente, alle cui sedute sono chiamati a partecipare il sindaco del Comune nel quale deve sorgere il complesso, il provveditore agli studi, il sovrintendente ai monumenti, il medico provinciale, il capo dell'Ispettorato dipartimentale delle foreste e il comandante dei vigili del fuoco, o loro rappresentanti.

Art. 4.

Entro trenta giorni dalla comunicazione del parere dell'Ente provinciale per il turismo, competente per territorio, il prefetto deve decidere sulla richiesta di autorizzazione.

L'autorizzazione deve essere pubblicata entro quindici giorni nel Foglio annunzi legali della Provincia.

Contro il provvedimento del prefetto è ammesso ricorso, entro trenta giorni, al Ministro per l'interno il quale, di concerto con il Commissario per il turismo, decide in via definitiva.

Art. 5.

L'autorizzazione a favore di enti, organizzazioni, associazioni o aziende, può concedersi solo quando sia dagli stessi designato un gestore dell'esercizio che deve essere indicato nell'atto di autorizzazione.

Il titolare e, nel caso di cui al comma precedente, il gestore dell'esercizio sono responsabili dell'osservanza nel complesso ricettivo delle disposizioni previste nelle leggi e nel regolamento di pubblica sicurezza e in ogni altra legge o regolamento dello Stato o di enti pubblici territoriali; sono, altresì, soggetti alle disposizioni di cui all'art. 109 del testo unico delle leggi di pubblica sicurezza approvato con regio decreto 18 giugno 1931, n. 773, e relativo regolamento.

Una copia a ricalco delle schede di notifica delle persone ospitate viene conservata presso l'esercizio e sostituisce il registro indicato nel terzo comma dell'art. 109 del testo unico predetto. Per i complessi situati in località isolate le schede di notifica devono pervenire alle autorità di pubblica sicurezza nel più breve tempo possibile.

Art. 6.

Il titolare o il gestore dell'esercizio, possono nominare un proprio rappresentante, previa autorizzazione del prefetto, da concedersi su conforme parere del Consiglio dell'ente provinciale per il turismo, integrato ai sensi dell'art. 3.

Il rappresentante ha gli stessi obblighi del titolare o del gestore.

Art. 7

La vigilanza sui complessi di cui all'art. 1 è esercitata dal Commissariato per il turismo, dai prefetti, dalle autorità di pubblica sicurezza e dagli Enti provinciali per il turismo, ognuno per la parte di propria competenza, ai sensi delle disposizioni vigenti.

Resta ferma la competenza delle autorità sanitarie per quanto attiene alla vigilanza igienico sanitaria.

Art. 8.

Il titolare dell'autorizzazione prevista all'art 2 deve essere in grado di far funzionare l'esercizio entro il termine che, all'atto della concessione dell'autorizzazione preventiva, gli verrà assegnato dal prefetto. L'inizio dell'attività è subordinata al controllo degli impianti e delle attrezzature ai fini dell'accertamento della loro rispondenza al progetto.

Qualora l'autorizzazione non abbia carattere stagionale, il titolare che intenda procedere alla chiusura temporanea del complesso, ne deve informare, indicandone la durata, la Prefettura e l'Ente provinciale per il turismo.

Il periodo di chiusura non può essere superiore a sei mesi; è ammessa tuttavia, per fondate ragioni da vagliarsi dall'Ente provinciale per il turismo, una sola proroga di durata non superiore a sei mesi.

Qualora il gestore dell'esercizio venga a cessare, per qualsiasi causa, gli enti, le organizzazioni, associazioni od aziende, di cui all'art. 5, primo comma, devono

darne immediato avviso alla Prefettura e all'Ente provinciale per il turismo, provvedendo a designare entro un mese altro gestore responsabile, che potrà essere autorizzato dal prefetto a condurre l'esercizio, sentito il parere del Consiglio dell'Ente provinciale per il turismo, integrato ai sensi dell'art. 3. Se la designazione non è fatta nel termine suddetto, l'autorizzazione è revocata di diritto.

Art. 9.

Le autorizzazioni, di cui agli articoli 2 e 8, comma quarto, della presente legge, sono soggette, all'atto del rilascio e successivamente per ciascun anno solare, al pagamento — in modo ordinario — della tassa di concessione governativa nelle seguenti misure:

a) alberghi od ostelli per la gioventù . L. 2.000
b) campeggi . . . . » 4.000
c) villaggi turistici . . . . » 5.000
d) case per ferie . . . . » 6.000
e) altri allestimenti in genere che non abbiano le caratteristiche volute dal regio decreto legge 18 gennaio 1937, n. 975, convertito nella legge 30 dicembre 1937, n. 2651, e successive modificazioni . . . . » 3.000
f) autostelli . . . . » 2.000

Qualora le autorizzazioni, di cui al precedente comma, comprendano anche l'esercizio dell'attività di vendita di bevande alcooliche e analcooliche, di mensa, ed autorimessa, sono altresì dovute le tasse, rispettivamente previste dai nn. 85 (I, lettera *e*); II, lettera *e*); III, lettera *d*); IV e V), 87, 36 (lettera *e*) e 107 della tabella allegato *A* al testo unico delle leggi vigenti in materia di tasse sulle concessioni governative, approvato con decreto Presidenziale 20 marzo 1953, n. 112.

Le tasse di cui al primo comma del presente articolo, sono dovute in aggiunta a quelle eventualmente da corrispondere a qualunque altro titolo.

Le tasse annuali debbono essere corrisposte entro il 31 gennaio dell'anno, cui il tributo si riferisce.

L'autorizzazione, di cui all'art. 6 della presente legge, è soggetta al pagamento della tassa di concessione governativa di lire 1000.

Per l'accertamento, la liquidazione e la riscossione del tributo, nonchè per l'accertamento e la repressione delle infrazioni, si applicano le norme del citato testo unico delle leggi vigenti in materia di tasse sulle concessioni governative, approvato con decreto Presidenziale 20 marzo 1953, n. 112, e successive modificazioni.

Art. 10.

Salve le particolari attribuzioni che la legge conferisce alle autorità di pubblica sicurezza, il prefetto, su motivato parere del Consiglio dell'Ente provinciale per il turismo, integrato ai sensi del precedente art. 3, può disporre il ritiro temporaneo o la revoca dell'autorizzazione, quando l'attività esercitata nel complesso ecceda i limiti della licenza, o vengano accertate gravi irregolarità di ordine tecnico o amministrativo.

L'autorizzazione è revocata nel caso di scioglimento dell'ente, associazione, azienda o istituto promotori delle iniziative, o di fallimento del titolare.

Avverso il provvedimento di ritiro temporaneo o di revoca dell'autorizzazione è ammesso, entro trenta giorni dalla notifica all'interessato, ricorso al Ministro per l'interno, il quale, di concerto con il Commissario per il turismo, decide in via definitiva.

Art. 11.

La presente legge si applica anche ai complessi già in funzione all'atto della sua entrata in vigore.

Per tali complessi deve essere richiesta, non oltre tre mesi dalla data anzidetta, l'autorizzazione di cui all'art. 2.

Le attività che non risultino conformi alle disposizioni dei precedenti articoli o per le quali non venga concessa l'autorizzazione di cui all'art. 2, devono cessare entro sei mesi dall'entrata in vigore della presente legge.

Art. 12.

Chiunque fa funzionare uno dei complessi indicati nella presente legge senza aver ottenuto la preventiva autorizzazione di cui all'art. 2 o comunque contravvenga alle disposizioni di cui all'art. 11 è punito con l'ammenda fino a lire 100.000 oppure con l'arresto fino a tre mesi.

Art. 13.

Resta salva la competenza, attribuita nelle materie disciplinate dalla presente legge, alle Regioni a statuto speciale, ai sensi e nei limiti dei rispettivi statuti.

Art. 14.

Con decreto del Presidente della Repubblica, su proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri, di concerto con i Ministri interessati, saranno emanate, entro un anno dalla data di entrata in vigore della presente legge, le relative norme di attuazione.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 21 marzo 1958

GRONCHI

ZOLI — TAMBRONI — GONELLA — ANDREOTTI — MORO

Visto, *il Guardasigilli*: GONELLA

LEGGE 21 marzo 1958, n. 327.

Norme per la concessione e l'esercizio delle stazioni di riempimento di gas di petrolio liquefatti.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Chiunque intende installare o gestire impianti di riempimento e di travaso o depositi di gas di petrolio liquefatti deve chiederne la concessione:

al prefetto della Provincia quando trattasi di impianti di riempimento e travaso forniti di serbatoio e la capacità del serbatoio non sia superiore ai 30 metri cubi;

quando trattasi di depositi e la capacità di accumulo non sia superiore ai 5000 chilogrammi;

al Ministro per l'industria e per il commercio in tutti gli altri casi.

Art. 2.

Sulle domande di concessione di cui all'art. 1 provvedono secondo la rispettiva competenza:

1) il Ministro per l'industria e per il commercio, di concerto col Ministro per le finanze, ai sensi del regio decreto-legge 2 novembre 1933, n. 1741, e del relativo regolamento di esecuzione, approvato con regio decreto 20 luglio 1934, n. 1303;

2) il prefetto della Provincia ai sensi degli articoli 8 e 9 del decreto del Presidente della Repubblica 28 giugno 1955, n. 620.

Il decreto di concessione dovrà particolarmente indicare:

a) l'oggetto principale dell'azienda;

b) la natura dei gas da immettere nei depositi o destinati al riempimento;

c) la quantità massima autorizzata;

d) l'obbligo del titolare a mantenere costantemente in efficienza il deposito, a non portare modifiche sostanziali agli impianti, nè a dare a questi altra destinazione, salvo autorizzazione dell'Amministrazione concedente.

Resta ferma l'osservanza degli altri obblighi previsti dal regio decreto legge 2 novembre 1933, n. 1741, e dal relativo regolamento di esecuzione per i titolari di depositi di olii minerali e loro derivati.

Art. 3.

Le operazioni di travaso e di imbottigliamento dei gas di petrolio liquefatti debbono effettuarsi esclusivamente presso gli impianti per la gestione dei quali è stata rilasciata la concessione prevista dall'art. 1 e sotto la responsabilità della ditta che le esegue.

La ditta che esegue il riempimento può effettuarlo in recipienti propri o di terzi. In questa seconda ipotesi il legittimo proprietario dei recipienti dovrà preventivamente autorizzarne il riempimento in esclusiva presso gli impianti prescelti, rilasciando all'uopo apposita dichiarazione al prefetto nella cui provincia trovasi ubicato l'impianto.

Lo stesso proprietario dei recipienti dovrà depositare in consegna presso l'impianto di riempimento i certificati originali di approvazione rilasciati ai sensi del decreto Ministeriale 12 settembre 1925, che approva il regolamento per le prove e le verifiche dei recipienti destinati al trasporto per ferrovia dei gas compressi, liquefatti o disciolti.

E' considerato proprietario del recipiente la ditta che detenga legittimamente il certificato originario di approvazione, rilasciato ai sensi del citato decreto Ministeriale 12 settembre 1925.

Art. 4.

I recipienti non potranno essere riempiti con gas di petrolio liquefatti aventi tensione di vapore superiore a quella del gas il cui nome risulta dalla punzonatura apposta originariamente sui recipienti medesimi dal collaudatore, ai sensi dell'art. 19 del precitato decreto Ministeriale 12 settembre 1925.

Inoltre, sui recipienti deve essere impresso a caratteri indelebili, il marchio di fabbrica della ditta costruttrice, da depositarsi preventivamente presso l'Ufficio centrale dei brevetti del Ministero dell'industria e del commercio, ai sensi del regio decreto 21 giugno 1942, n. 929.

All'atto del collaudo dei recipienti ovvero — per quelli in circolazione — all'atto della prima revisione periodica successiva alla data di entrata in vigore della presente legge, è fatto obbligo di apporre sui recipienti stessi, in modo indelebile, il nome della ditta proprietaria.

E' vietato porre sui recipienti marchi o indicazioni di ditte o di gas diversi da quelli apposti all'atto del collaudo o della revisione dei recipienti stessi.

Ogni ditta deve denunciare all'organo competente, di cui all'art. 1, la consistenza numerica del proprio parco recipienti e le successive variazioni. L'organo competente ha l'obbligo di accertare la consistenza del parco recipienti all'atto del collaudo dell'impianto e può disporre ulteriori accertamenti per controllarne le variazioni.

Art. 5.

In caso di trapasso di proprietà dei recipienti il nuovo proprietario deve provvedere, prima dell'uso, a farvi apporre l'indicazione della propria ditta e sottoporli a revisione.

Art. 6.

I titolari degli impianti di gas di petrolio liquefatti, privi della concessione prevista dall'art. 1, devono richiederla alla competente autorità entro sei mesi dall'entrata in vigore della presente legge.

Art. 7.

Chiunque esegue le operazioni di riempimento fuori degli impianti adibiti a tale scopo, o riempie recipienti senza l'osservanza delle modalità prescritte all'art. 3, ovvero trascorso il termine massimo di sei mesi previsto dall'articolo precedente continua a gestire gli impianti di gas di petrolio liquefatti senza aver richiesto la concessione di cui all'art. 1, è punito con l'arresto da due mesi a due anni o con l'ammenda da lire 100.000 a lire 1.000.000.

Alla stessa pena soggiace chiunque riempia o faccia riempire recipienti con gas di petrolio liquefatti aventi tensione di vapore superiore a quello del gas indicato dalla punzonatura apposta sui recipienti medesimi dal collaudatore.

Art. 8.

Chiunque detiene a scopo di commercio o mette comunque in circolazione recipienti aventi marchi o indicazioni di ditte o di gas, diversi da quelli prescritti dall'art. 4, è punito con l'ammenda da lire 20.000 a lire 100.000 per ogni recipiente risultato irregolare.

Qualora i recipienti risultati irregolari siano dieci o più, alla pena dell'ammenda può essere sostituita quella dell'arresto, da un mese ad un anno.

Chiunque non provvede alle denunce disposte dallo ultimo comma dell'art. 4 è punito con l'ammenda, da lire 20.000 a lire 100.000.

Chiunque, diffidato dall'azienda fornitrice, con cartolina raccomandata con ricevuta di ritorno, omette di restituire all'azienda stessa, entro due mesi dalla diffida, un recipiente che deve essere sottoposto alle prove e verifiche periodiche ai sensi dell'art. 44 del regio decreto legge 12 maggio 1927, n. 824, è punito con l'ammenda da lire 10.000 a lire 30.000.

Art. 9.

Gli impianti per la distribuzione di gas di petrolio liquefatti destinati all'autotrazione restano regolati dalla legge 23 febbraio 1950, n. 170.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 21 marzo 1958

GRONCHI

ZOLI — GAVA — TAMBRONI — ANDREOTTI

Visto, *il Guardasigilli*: GONELLA

LEGGE 24 marzo 1958, n. 328.

Integrazioni all'art. 1 della legge 25 luglio 1956, n. 859, a favore dell'industria delle costruzioni navali e dell'armamento.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Articolo unico.

Il terzo comma dell'art. 1 della legge 25 luglio 1956, n. 859, recante modifiche alla legge 17 luglio 1954, n. 522, contenente provvedimenti a favore dell'industria delle costruzioni navali e dell'armamento, è modificato come segue:

« Per far fronte all'onere derivante dalla concessione dei contributi ai sensi dei precedenti titoli II e III è autorizzata la spesa di lire 104.750.000.000 da iscriversi negli stati di previsione del Ministero della marina mercantile per gli esercizi finanziari dal 1954-55 al 1964-65, secondo la ripartizione seguente:

L.	7.750.000.000	per l'esercizio	finanziario	1954-55
»	5.000.000.000	»	»	»	1955-56
»	8.000.000.000	»	»	»	1956-57
»	9.000.000.000	»	»	»	1957-58
»	10.000.000.000	»	»	»	1958-59
»	15.000.000.000	»	»	»	1959-60
»	13.000.000.000	»	»	»	1960-61
»	13.000.000.000	»	»	»	1961-62
»	13.000.000.000	»	»	»	1962-63
»	7.000.000.000	»	»	»	1963-64
»	4.000.000.000	»	»	»	1964-65

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 24 marzo 1958

GRONCHI

ZOLI — CASSIANI — MEDICI

Visto, *il Guardasigilli*. GONELLA

LEGGE 25 marzo 1958, n. 329.

Rivalutazione delle pensioni a carico del Fondo di previdenza per il personale addetto alle gestioni delle imposte di consumo.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Le disposizioni contenute nella legge 6 giugno 1952, n. 736, continuano ad applicarsi anche dopo il 31 dicembre 1955, con le modifiche ed integrazioni di cui alla presente legge.

Art. 2.

A decorrere dal primo giorno del mese successivo a quello di pubblicazione della presente legge, il contributo dovuto al « Fondo adeguamento pensioni », di cui all'art. 2 della legge 6 giugno 1952, n. 736, è stabilito nella misura dell'8 per cento della intera retribuzione corrisposta al personale soggetta al contributo per il Fondo di previdenza.

Esso è per il 3,65 per cento a carico del datore di lavoro e per il 4,35 per cento a carico del lavoratore.

Entro il termine di cinque anni dalla data di entrata in vigore della presente legge, il contributo di cui al primo comma nonchè le aliquote di cui al secondo comma del presente articolo, possono essere variati in relazione alle risultanze della gestione e al fabbisogno della stessa, mediante decreto del Presidente della Repubblica emanato su proposta del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale, sentito il Comitato di cui all'art. 1 del regolamento approvato con regio decreto 20 ottobre 1939, n. 1863.

Art. 3.

Per le pensioni dirette a carico del Fondo di previdenza per il personale addetto alle gestioni delle imposte di consumo aventi decorrenza da data compresa tra il 1° gennaio 1956 e l'ultimo giorno del mese di pubblicazione della presente legge, il trattamento complessivo liquidato o da liquidare agli aventi diritto è determinato applicando le percentuali previste dagli articoli 3 e 4 della legge 6 giugno 1952, n. 736, per le pensioni decorrenti da data compresa tra il 1° gennaio e il 31 dicembre 1955.

Art. 4.

Le pensioni dirette decorrenti da data successiva al 31 dicembre 1949 sono integrate, con effetto dal primo giorno del mese successivo a quello di pubblicazione della presente legge oppure dalla data di decorrenza della pensione, se posteriore, sino a raggiungere una percentuale della retribuzione, percepita negli ultimi dodici mesi di effettivo servizio e per la quale è stato versato il contributo, pari al 32,50 per cento per i primi cinque anni di contribuzione, aumentato dell'1,50 per cento per ogni anno dal 6° al 30° e dell'uno per cento per ogni anno successivo al 30°.

Art. 5.

L'importo annuo della pensione determinato in conformità del precedente art. 4 in nessun caso può essere

superiore all'80 per cento della retribuzione considerata dall'articolo stesso, nè inferiore a lire 156.000 annue.

La pensione annua è divisa in 13 quote, di cui una è corrisposta in occasione delle festività natalizie.

Art. 6.

Le pensioni dirette aventi decorrenza da data anteriore al 1° gennaio 1950, sono riliquidate, con effetto dal primo giorno del mese successivo a quello di pubblicazione della presente legge, in base alla seguente tabella:

Classe di importo della pensione base		Pensione di vecchiaia o di invalidità (da corrispondersi in 13 quote)
fino a	L. 1.499	156.000
Da L. 1 500 »	» 2.499	188.500
» » 2 500 »	» 3.499	221.000
» » 3.500 »	» 4.999	247.000
» » 5 000 »	» 6.499	273.000
» » 6 500 »	» 7.999	299.000
» » 8.000 »	» 9.999	325.000
» » 10 000 »	» 11.999	344.500
» » 12 000 »	» 14.999	361.000
» » 15 000 »	» 17.999	377.000
» » 18.000 »	» 23.999	390.000
» » 24 000 »	» 29.999	403.000
» » 30.000 »	» 41.999	416.000
» » 42 000 ed oltre		429.000

Art. 7.

A coloro che, cessati dal servizio anteriormente al 1° gennaio 1950, si sono avvalsi della facoltà prevista dall'art. 24, primo comma, lettera *a*) e *b*) del regolamento approvato con regio decreto 20 ottobre 1939, n. 1863, e hanno maturato o matureranno il diritto a pensione posteriormente al 31 dicembre 1949, spetta, dal primo giorno del mese successivo a quello di pubblicazione della presente legge o dalla data di decorrenza della pensione se successiva, la pensione base calcolata a norma del regolamento approvato con il regio decreto 20 ottobre 1939, n. 1863, modificato con il decreto legislativo 23 marzo 1946, n. 313, rivalutata secondo la tabella prevista dal precedente art. 6, qualora l'importo così ottenuto risulti più favorevole di quello calcolato con le norme di cui all'art 4 della presente legge.

Art. 8.

Ove il trattamento complessivo annuo liquidato a norma delle disposizioni precedentemente in vigore, raffrontato a quello risultante dalla presente legge, esclusa la 13ª quota, risulti più favorevole, lo stesso continuerà ad applicarsi con l'unica aggiunta di un 12° del relativo importo, a titolo di 13ª mensilità.

Art. 9.

Per gli iscritti di cui agli articoli 35 e 36 del regolamento approvato con regio decreto 20 ottobre 1939, n 1863, che hanno optato per le prestazioni stabilite dal regolamento approvato con il regio decreto 1° febbraio 1925, n. 217, il trattamento complessivo di pensione calcolato ai sensi dell'art. 4 della presente legge è maggiorato del 5 per cento.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 25 marzo 1958

GRONCHI

ZOLI — GUI — GONELLA — MEDICI — ANDREOTTI

Visto, *il Guardasigilli* GONELLA

LEGGE 28 marzo 1958, n 330.

Istituzione di una biblioteca pubblica governativa in Bari.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

E' istituita in Bari una Biblioteca governativa con materiale bibliografico di proprietà dello Stato e della Biblioteca consorziale « Sagarriga Visconti Volpi ».

Art. 2.

E' approvata la convenzione in data 22 dicembre 1951 annessa alla presente legge, con la quale la Provincia e il comune di Bari, componenti il Consorzio da cui dipende la Biblioteca « Sagarriga Visconti-Volpi », cedono gratuitamente in uso perpetuo allo Stato, e per esso al Ministero della pubblica istruzione, l'intero patrimonio bibliografico e tutto il materiale d'arredamento della Biblioteca stessa; e si obbligano a versare annualmente allo Stato la somma di lire sei milioni e tre milioni, rispettivamente, per le spese di funzionamento della Biblioteca, la quale continuerà ad avere sede nei locali in cui attualmente è sistemata, locali che la Provincia di Bari si impegna a concedere allo Stato in uso perpetuo e gratuito.

I contributi che saranno per tal modo erogati ogni anno rispettivamente dal Comune e dalla Provincia di Bari, previo quanto disposto dall'art. 8, saranno fatti affluire al capitolo 122 dello stato di previsione dell'entrata per l'esercizio finanziario 1957-58 e ai corrispondenti capitoli degli esercizi successivi.

Art. 3.

Il personale di ruolo in servizio nella Biblioteca « Sagarriga Visconti Volpi » alla data di entrata in vigore della presente legge è inquadrato nei ruoli del personale statale delle biblioteche pubbliche governative in relazione alla qualifica rivestita alla data del 1° gennaio 1951, secondo quanto è stabilito dalla annessa tabella.

L'inquadramento, da effettuarsi anche in soprannumero in caso di mancanza di posti vacanti e disponibili, è subordinato al possesso del titolo di studio e dei requisiti prescritti per l'assunzione nei detti ruoli, ad eccezione dell'età, nonchè all'esito favorevole di un colloquio, da sostenere davanti ad una apposita Commissione, sui servizi bibliografici e sui compiti propri degli appartenenti al ruolo nel quale l'inquadramento medesimo deve essere effettuato.

La Commissione di cui trattasi è composta del commissario straordinario della Biblioteca « Sagarriga Visconti Volpi » in qualità di presidente, di un funzionario avente qualifica non inferiore a quella di direttore di divisione o di ispettore capo del Ministero della pubblica istruzione e di un bibliotecario appartenente al ruolo del personale delle biblioteche pubbliche governative avente qualifica non inferiore a quella di bibliotecario di prima classe.

Spetta alla Commissione indicata nei commi precedenti stabilire per il direttore, gli assistenti e gli alunni d'ordine, e sempre che il colloquio abbia esito positivo, la qualifica da conferire al personale medesimo nel ruolo ed entro i limiti indicati nella sopracitata tabella.

I soprannumeri che dovessero determinarsi nei ruoli del personale delle biblioteche pubbliche governative in seguito all'inquadramento del personale di ruolo della Biblioteca « Sagarriga Visconti-Volpi » previsto dal presente articolo saranno riassorbiti con le prime successive vacanze.

Art. 4.

Il personale non di ruolo in servizio nella Biblioteca « Sagarriga Visconti-Volpi » alla data di entrata in vigore della presente legge è assunto, previo parere favorevole del Consiglio di amministrazione del Ministero della pubblica istruzione, con la qualifica di « giornaliero » ai sensi, con le modalità o alle condizioni di cui al regio decreto-legge 4 febbraio 1937, n. 100 e alle successive disposizioni.

In dipendenza della predetta assunzione, il contingente del personale non di ruolo già autorizzato nei confronti del Ministero della pubblica istruzione (Direzione generale delle accademie e biblioteche) viene variato nei limiti numerici strettamente indispensabili.

Art. 5.

Il personale di ruolo di cui all'art. 3 può chiedere il riconoscimento per intero del servizio di ruolo prestato anteriormente all'inquadramento, agli effetti del trattamento di quiescenza a carico dello Stato, facendo domanda al Ministero della pubblica istruzione entro il termine perentorio di centottanta giorni dall'entrata in vigore della presente legge.

Per il riconoscimento dei servizi di cui al precedente comma è dovuto all'Erario un contributo a carico del personale pari al 6 per cento dello stipendio annuo spettante all'atto della presentazione della domanda e per ogni anno di servizio riconosciuto.

Art. 6.

Per il personale che si avvale della facoltà prevista dall'articolo precedente si procede al riscatto delle polizze di assicurazione, recuperando a favore dell'Erario la parte del valore economico delle polizze stesse corrispondente ai premi assicurativi pagati dalla Biblioteca consorziale « Sagarriga Visconti-Volpi » per gli anni di servizio riconosciuti utili ai fini del trattamento di quiescenza a carico dello Stato. La rimanente parte del valore economico delle polizze suddette viene restituita all'interessato.

Art. 7.

A favore del personale che non chiede il riconoscimento del servizio di cui all'art. 5 entro il termine previsto dall'articolo stesso si provvede alla liberazione e consegna delle polizze di assicurazione, con facoltà di riscattarle o di mantenerle in vigore mediante la continuazione del pagamento dell'intero premio da parte dell'interessato.

Art. 8.

Il personale inquadrato nei ruoli dello Stato a norma dell'art. 3 percepirà direttamente dagli Enti consorziati, Comune e Provincia di Bari, la differenza tra il trattamento economico anteriore all'entrata in vigore della presente legge e quello ad esso spettante ai sensi della tabella annessa.

I suddetti Enti consorziati detrarranno proporzionalmente l'importo corrispondente a tale onere dai contributi dovuti allo Stato ai sensi dell'art. 2 della presente legge.

Art. 9.

Alla spesa di complessive lire nove milioni derivante dalla presente legge e che farà carico al bilancio del Ministero della pubblica istruzione verrà fatto fronte con i versamenti annui allo Stato, per corrispondente importo complessivo, delle quote di cui al precedente art. 2.

Il maggior onere che deriverà transitoriamente allo Stato dalla riduzione di tali contributi, ai sensi dell'articolo precedente, e che per l'esercizio in corso è calcolato in lire 750.000, sarà imputato al capitolo n. 177 del bilancio del Ministero della pubblica istruzione per l'esercizio finanziario 1957 58 e ai corrispondenti capitoli degli esercizi successivi.

Il Ministro per il tesoro è autorizzato ad apportare con propri decreti le occorrenti variazioni di bilancio.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 28 marzo 1958

GRONCHI

ZOLI — MORO — MEDICI

Visto, *il Guardasigilli*: GONELLA

Tabella per l'inquadramento del personale di ruolo

Qualifica rivestita al 1° gennaio 1951	Coefficienti	Qualifica di inquadramento
Direttore	402	Qualifica non superiore a quella di Direttore di biblioteca di III classe.
Assistenti	271	Qualifica non superiore a quella di Aiuto bibliotecario.
Alunno d'ordine (*a*)	180	Qualifica non superiore a quella di Aiutante aggiunto.
Alunno d'ordine (*b*)	159	Qualifica non superiore a quella di Custode capo.
Fattorini	151	Qualifica non superiore a quella di Custode.

(*a*) Fornito di titoli di studio
(*b*) Non fornito di titolo di studio.

Visto, *il Ministro per la pubblica istruzione* MORO

ALLEGATO

Convenzione tra il Ministero della pubblica istruzione e la Provincia ed il comune di Bari — componenti il Consorzio che gestisce la Biblioteca « Sagarriga Visconti-Volpi » — per il passaggio allo Stato del patrimonio bibliografico appartenente alla Biblioteca stessa e per l'istituzione di una biblioteca pubblica governativa in Bari.

L'anno millenovecentocinquantuno il giorno ventidue del mese di dicembre in Bari in una sala del palazzo della Provincia, sito sul Lungomare Nazario Sauro, avanti a me dottor Mario Giordano, nella mia qualità di ufficiale rogante, delegato a ricevere e a stendere i contratti nell'interesse del Ministero della pubblica istruzione, come da decreto Ministeriale in data 16 ottobre 1944, registrato alla Corte dei conti il 10 novembre 1944 registro n. 2, foglio n. 42, e alla presenza dei signori avvocato Gianfranco Brunetti fu Vitantonio nato a Mola e residente a Bari e comm. avv. Romualdo Sabatelli fu Giuseppe, nato a Bari ed ivi residente testimoni idonei ai sensi di legge e da me personalmente conosciuti, sono comparsi:

1) il comm. dott. Nino Grillo fu Mariano nato a Castellammare del Golfo il 22 aprile 1891, ispettore generale del Ministero della pubblica istruzione in qualità di rappresentante del Ministero medesimo, come da delega in data 4 dicembre 1951, n. 16036, che si unisce in atti (allegato *B*),

2) il signor generale gr. uff. Giovanni Magli fu Diomede nato a Barcellona (Messina) il 27 giugno 1884, residente in Bari in via Nicolai, 21, il quale interviene nella sua qualità di presidente della Deputazione provinciale di Bari, a quanto appresso autorizzato con deliberazione della Deputazione provinciale n. 648 del 4 maggio 1951 approvata dalla Giunta provinciale amministrativa nella seduta del 28 luglio 1951 sotto il numero 23367,

3) il sig. avv. Vitantonio Di Cagno fu Nicola nato a Bari il 30 marzo 1897, residente in Bari in via Calefati 6 il quale interviene nella sua qualità di sindaco del comune di Bari a quanto appresso autorizzato con deliberazione del Consiglio comunale di Bari n. 148 del 9 luglio 1951, approvata dalla Giunta provinciale amministrativa nella seduta del 28 luglio 1951 sotto il n. 23367

Premesso

che non può non essere riconosciuta la necessità di istituire una Biblioteca statale in Bari, città ricca di tradizioni culturali e sede di una fiorente Università specie ove si consideri che in tutta l'Italia meridionale non esiste alcuna biblioteca pubblica governativa, ad eccezione della « Nazionale » e della « Universitaria » di Napoli,

che la Biblioteca consorziale « Sagarriga Visconti Volpi » potrebbe rispondere egregiamente alle esigenze culturali della popolazione barese, e degli studiosi in genere, ove venisse convenientemente potenziata

che la Provincia e il comune di Bari, componenti il Consorzio da cui la suddetta biblioteca dipende, non possono — per ragioni di bilancio — sostenere oneri maggiori degli attuali per il funzionamento dell'Istituto bibliografico predetto, il quale difetta anche di personale tecnico,

quanto innanzi premesso, le parti come sopra rappresentate convengono e stipulano quanto segue:

Art. 1.

Il Comune e la provincia di Bari, rispettivamente rappresentati dal sindaco avv. Vitantonio di Cagno e dal presidente della Deputazione provinciale gen. Giovanni Magli, cedono gratuitamente in uso perpetuo allo Stato, e per esso al Ministero della pubblica istruzione, l'intero patrimonio bibliografico e tutto il materiale da arredamento della Biblioteca consorziale « Sagarriga Visconti-Volpi » sulla base dei cataloghi e degli inventari già esistenti.

Art. 2.

Il Comune e la provincia di Bari si obbligano a versare annualmente allo Stato la somma di L. 3 000 000 (tre milioni) e L. 6 000 000 (sei milioni), rispettivamente, a titolo di concorso nelle spese di funzionamento della Biblioteca.

Art. 3.

La Provincia ed il Comune si impegnano altresì a cedere allo Stato e per esso al Ministero della pubblica istruzione in uso perpetuo e gratuito i locali ove ha sede attualmente la biblioteca con la aggiunta — per ragioni funzionale e di disimpegno dei servizi — del locale adiacente alla sala deposito periodici, ora in uso delle segreterie universitarie, e del corridoio-porticato di accesso per la lunghezza di quattro arcate da murare, rimanendo a carico del Ministero ogni relativa spesa di adattamento.

Art. 4.

Il Comune e la Provincia continueranno a provvedere, tramite il Consorzio, al pagamento degli assegni al personale fino al momento in cui non sarà effettuata la statizzazione della biblioteca.

Art. 5.

Il Ministero della pubblica istruzione, rappresentato dall'ispettore generale comm. dott. Nino Grillo, mentre dichiara di accettare — come di fatto accetta — la cessione in uso perpetuo del patrimonio bibliografico e del materiale di arredamento della Biblioteca consorziale « Sagarriga Visconti Volpi » di cui al precedente art. 1, si obbliga e non trasferire fuori della città di Bari le raccolte oggetto della presente convenzione, fatta eccezione per casi temporanei di forza maggiore e di interesse artistico, come ad esempio, per mostre di carattere nazionale, restauri di impossibile attuazione a Bari, pena la decadenza della presente convenzione.

Art. 6.

Il Ministero della pubblica istruzione assume inoltre i seguenti obblighi:

a) sopportare tutte le spese relative al personale e al funzionamento dell'Istituto, il quale assumerà la denominazione di *Biblioteca nazionale « Sagarriga Visconti Volpi »* di Bari,

b) incrementare il patrimonio bibliografico della biblioteca affinchè essa come altre biblioteche nazionali rappresenti la cultura italiana e quanto è possibile la straniera,

c) inquadrare nei ruoli del personale delle biblioteche pubbliche governative il personale di ruolo attualmente in servizio nella Biblioteca « Sagarriga Visconti Volpi » (vedi elenco allegato 4) in base a norme che verranno stabilite con successivo provvedimento da adottarsi dal Ministro per la pubblica istruzione di concerto con quello per il tesoro previa intesa degli Enti consorziali,

d) mantenere in servizio, con trattamento economico e giuridico del personale avventizio, il personale non di ruolo attualmente in servizio con l'attribuzione della categoria che ad esso compete.

Art. 7.

La presente convenzione entrerà in vigore a tutti gli effetti il primo del mese successivo alla data di approvazione da parte del Ministero della pubblica istruzione, il relativo atto è steso in carta libera e verrà registrato gratuitamente perchè rogato nell'interesse dello Stato.

Richiesto nella mia qualità di ufficiale rogante, ho ricevuto e fatto stendere da persona di mia fiducia il presente atto e, alla continua presenza dei costituiti testimoni, ne ho data chiaramente lettura ai signori comparenti, i quali, da me interpellati, lo dichiarano pienamente conforme alla loro volontà e lo firmano nei modi di legge insieme con i testimoni e con me ufficiale rogante per ultimo.

Il presente atto consta di due fogli di carta uso bollo scritti su sei facciate e undici righe della settima facciata sino alle sottoscrizioni.

F.to NINO GRILLO
GIOVANNI MAGLI
VITO ANTONIO DI CAGNO
GIANFRANCO BRUNETTI, *teste*
ROMUALDO SABATELLI, *teste*
MARIO GIORDANO, *ufficiale rogante*

LEGGE 2 aprile 1958, n. 331.

Regolarizzazione della posizione assicurativa degli ex dipendenti delle disciolte confederazioni sindacali.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Per tutti i dipendenti delle disciolte organizzazioni sindacali, dell'Ente della cooperazione e di tutti gli altri enti sciolti in applicazione del decreto legislativo luogotenenziale 23 novembre 1944, n. 369, che si trovavano in servizio al 31 luglio 1943 e che alla data di entrata in vigore della presente legge risultino in possesso dei requisiti previsti dalle norme vigenti per l'iscrizione all'assicurazione generale obbligatoria o volontaria o fondi speciali o trattamenti di previdenza sostitutivi dell'assicurazione stessa, ovvero siano disoccupati è ammessa la regolarizzazione della iscrizione nella assicurazione obbligatoria invalidità, vecchiaia e superstiti per i periodi di servizio scoperti di assicurazione, prestati presso le dette organizzazioni ed enti successivamente alla data del loro riconoscimento giuridico, nonchè, per la stessa decorrenza, per i periodi prestati al servizio di organizzazioni od enti assorbiti da quelli sopra considerati.

Art. 2.

La regolarizzazione della iscrizione prevista al precedente art. 1 è consentita anche a favore dei superstiti dei dipendenti delle disciolte organizzazioni sindacali che siano deceduti anteriormente alla data di entrata in vigore della presente legge.

Art. 3.

La regolarizzazione di cui agli articoli 1 e 2 è effettuata mediante il versamento all'Istituto nazionale della previdenza sociale, a cura degli interessati, dei contributi base calcolati sul valore massimo e vigenti, per l'assicurazione obbligatoria invalidità e vecchiaia, nei periodi cui si riferisce la regolarizzazione stessa

Art. 4.

I contributi versati a norma del precedente articolo a copertura dei periodi di servizio anteriori al 1° aprile 1943 sono rivalutati, ai fini del computo della pensione base, a norma dell'art. 4 del regio decreto-legge 18 marzo 1943, n. 126.

A coloro che alla data di versamento dei contributi risultino già titolari di pensione diretta sarà corrisposto un supplemento di pensione nei casi e con le modalità previste dall'art. 21 del decreto del Presidente della Repubblica 26 aprile 1957, n. 818.

Art. 5.

La regolarizzazione prevista dai precedenti articoli deve essere richiesta dagli interessati tramite domanda da inviarsi all'Istituto nazionale della previdenza sociale entro il termine di un anno dalla data di entrata in vigore della presente legge. Entro lo stesso termine, gli interessati dovranno rimettere all'Istituto nazionale della previdenza sociale una dichiarazione rilasciata dagli uffici stralcio preposti alla gestione dei patrimoni delle organizzazioni sindacali ed enti di cui all'art. 1, ed attestante i periodi di servizio cui la regolarizzazione si riferisce.

Gli ex dipendenti cessati dal servizio prima dello scioglimento o liquidazione delle organizzazioni o enti di appartenenza devono presentare ai rispettivi uffici stralcio, entro il termine di sei mesi dalla data di entrata in vigore della presente legge ed a pena di decadenza dei diritti ad essi derivanti, una documentazione idonea a comprovare la esistenza e la durata del rapporto di lavoro subordinato a suo tempo intercorso.

Art. 6.

Agli effetti del requisito dell'anno di contribuzione nel quinquennio precedente la data della domanda di pensione per invalidità o della domanda di autorizzazione alla prosecuzione volontaria dell'assicurazione si considera parentesi neutra il periodo intercorrente tra l'ultimo mese di servizio coperto di assicurazione con la regolarizzazione prevista dalla presente legge e la data della regolarizzazione medesima.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 2 aprile 1958

GRONCHI

ZOLI — MEDICI — GUI

Visto, *il Guardasigilli* GONELLA

LEGGE 2 aprile 1958, n 332.

Attribuzione della personalità giuridica di diritto pubblico all'Ente per il museo nazionale di scienza e tecnica « Leonardo da Vinci » in Milano.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

In sostituzione della fondazione Museo nazionale della scienza e della tecnica, con sede in Milano, eretta in ente morale con decreto del Capo provvisorio dello Stato 15 novembre 1917, n. 1528, è istituito l'ente di diritto pubblico avente la denominazione di « Ente per il museo nazionale della scienza e della tecnica Leonardo da Vinci ».

L'Ente è posto sotto la vigilanza del Ministero della pubblica istruzione.

Art. 2.

L'Ente persegue il fine di favorire la diffusione della cultura scientifica e la formazione della coscienza tecnica nel Paese, provvedendo a documentare gli inizi, gli sviluppi, il progresso della scienza e della tecnica.

Per le finalità suindicate, cura lo studio e la divulgazione delle trattazioni teoriche, delle intuizioni scien-

tifiche, delle realizzazioni pratiche, nonchè dei più notevoli problemi della produzione e, sotto l'aspetto fisiologico e didattico, anche di quello del lavoro ed attua ogni altra iniziativa all'uopo ritenuta opportuna.

Art. 3.

Il patrimonio dell'Ente è costituito:

a) dal capitale iniziale della Fondazione, rappresentato da lire 750.000 investite in titoli di Stato;

b) dalle attrezzature attualmente esistenti;

c) dagli apporti che per via di donazione, cessioni, acquisti, accantonamenti per qualunque altro mezzo sono pervenuti e perverranno all'Ente dal suo esercizio o da terzi, in materiali od altri beni mobili ed in beni immobili.

Inoltre per il normale funzionamento l'Ente si avvale:

a) di un contributo dello Stato in misura da determinarsi di anno in anno con decreto del Ministro per la pubblica istruzione;

b) di un contributo annuo in danaro a carico del bilancio del comune di Milano in misura da stabilirsi dal Consiglio comunale;

c) dei redditi della gestione;

d) dei contributi, delle sovvenzioni, nonchè dei lasciti e delle donazioni non espressamente destinati per testamento o per atto di donazione ad aumento del patrimonio o ad erogazione obbligata.

Alla copertura dell'onere di cui alla lettera *a*) del secondo comma, derivante dall'applicazione della presente legge, si farà fronte coi normali stanziamenti sui capitoli del bilancio del Ministero della pubblica istruzione.

Art. 4.

L'Ente e retto da un Consiglio di amministrazione composto da:

a) un rappresentante del Ministero della pubblica istruzione;

b) un rappresentante del Ministero del tesoro;

c) un rappresentante del Consiglio nazionale delle ricerche;

d) un rappresentante della provincia di Milano, designato dalla Giunta provinciale;

e) tre rappresentanti del comune di Milano, designati dal Consiglio comunale;

f) un rappresentante della Camera di commercio, industria ed agricoltura di Milano, designato dal Consiglio camerale;

g) un membro designato dal Comitato consultivo permanente per lo sviluppo del museo, di cui all'art. 7, scelto fra i benemeriti di cui al secondo comma del medesimo articolo;

h) il rettore dell'Università statale di Milano o un professore ordinario da lui designato;

i) il direttore del Politecnico di Milano o un professore da lui designato;

l) il direttore del museo.

Il Consiglio è nominato con decreto del Presidente della Repubblica, su proposta del Ministro per la pubblica istruzione.

I membri del Consiglio di amministrazione durano in carica per un quadriennio.

Il Consiglio di amministrazione elegge nel suo seno il presidente, due vice presidenti ed un segretario che durano in carica un quadriennio e sono rieleggibili.

Il presidente ha la rappresentanza legale dell'Ente e compie, nell'interesse dell'Ente stesso, tutti gli atti che non siano espressamente riservati e demandati alla competenza del Consiglio di amministrazione.

I vice presidenti sostituiscono il presidente nei casi di suo impedimento o di assenza e lo coadiuvano nelle sue funzioni.

Art. 5.

Il Consiglio di amministrazione ha il governo dell'Ente, sovrintende alla gestione finanziaria e delibera sulle seguenti materie:

a) il bilancio preventivo e il conto consuntivo;

b) la nomina, lo stato e il trattamento economico del personale dipendente;

c) i regolamenti interni per il funzionamento dei servizi e degli uffici dell'Ente;

d) la scelta dell'Istituto di credito di diritto pubblico cui deve essere affidato il servizio di tesoreria e l'approvazione della convenzione relativa;

e) le modalità di costituzione e la nomina del Comitato consultivo permanente per lo sviluppo del museo di cui al successivo art. 7;

f) l'acquisto e l'alienazione di beni immobili, l'accettazione o il rifiuto di lasciti, donazioni, contributi, i prelevamenti dal Fondo di riserva per spese impreviste, gli atti eccedenti l'ordinaria amministrazione, la autorizzazione al presidente a stare in giudizio.

Il Consiglio delibera, inoltre, sugli affari che il presidente ritiene di sottoporre al suo esame.

Il Consiglio di amministrazione è convocato dal presidente almeno una volta ogni tre mesi e, in via straordinaria, quando ne sia fatta richiesta scritta e motivata da almeno tre membri in carica.

Le deliberazioni del Consiglio sono prese a maggioranza con la presenza di almeno sette membri in carica, in prima convocazione e di cinque membri in carica in seconda convocazione.

Le deliberazioni concernenti le materie di cui alle lettere *a*), *e*), *f*), del presente articolo, sono soggette all'approvazione del Ministero della pubblica istruzione; esse sono esecutive a meno che non sia fatto rilievo dal Ministero entro trenta giorni dalla data della trasmissione ad esso.

Art. 6.

L'anno finanziario dell'Ente inizia il 1° gennaio e termina il 31 dicembre di ogni anno.

La vigilanza sull'andamento della gestione dell'Ente ed il riscontro di essa sono affidati ad un Collegio di revisori, composto da tre membri designati rispettivamente dal Ministero della pubblica istruzione, dal Ministero del tesoro e dalla Giunta municipale del comune di Milano.

I revisori vengono nominati con decreto del Ministro per la pubblica istruzione, di concerto col Ministro per il tesoro.

Oltre al revisore effettivo sarà nominato anche un supplente che, in mancanza o impedimento del primo, ne assumerà le funzioni.

I revisori durano in carica quattro anni e possono essere riconfermati.

Il Collegio dei revisori esamina i bilanci e i conti, li vidima e ne riferisce al Consiglio di amministrazione.

Art. 7.

Allo scopo di promuovere l'attività scientifica e tecnica dell'Ente e di coordinarla sul piano nazionale ed

internazionale con quella di altri enti ed istituti affini, è costituito un Comitato consultivo permanente per lo incremento del museo.

Può essere conferita la qualifica di benemerito del Museo nazionale della scienza e della tecnica « Leonardo da Vinci » a persone od enti che abbiano acquisito meriti speciali nei riguardi della Istituzione o delle finalità che essa persegue. All'Ente possono aderire persone od enti che intendano partecipare in modo particolare alla sua attività o contribuire al suo funzionamento.

Le modalità per l'attuazione delle disposizioni di cui ai precedenti commi saranno stabilite con le norme di cui al successivo art. 11.

Art. 8.

La direzione dei servizi e della attività del Museo, è affidata ad un direttore nominato dal Consiglio di amministrazione, il quale può scegliere anche uno dei propri membri.

Per i servizi direttivi, tecnici e amministrativi, possono essere messi a disposizione dell'Ente, non più di tre impiegati appartenenti ai ruoli del personale dipendente dal Ministero della pubblica istruzione, collocati fuori ruolo ai sensi dell'art. 48 del decreto del Presidente della Repubblica 11 gennaio 1956, n. 17.

Per la spesa del personale di cui al precedente comma non si applica la disposizione dell'ultimo comma dell'art. 48.

Art. 9.

Al Museo nazionale della scienza e della tecnica « Leonardo da Vinci », l'autorizzazione per l'accettazione di donazioni di materiale, cimeli, libri, ecc., il cui valore non superi le lire 1.000.000 è concessa con decreto del Prefetto della provincia di Milano, su conforme deliberazione del Consiglio di amministrazione del museo stesso.

Per l'acquisto di immobili e accettazione di eredità e legati verranno osservate le norme stabilite dall'articolo 17, del Codice civile e dalle altre disposizioni legislative e regolamentari.

Art. 10.

Gli atti occorrenti per i trasferimenti di proprietà all'Ente saranno registrati col diritto fisso di lire 500. Per ogni altro atto restano in vigore le disposizioni di cui alla legge 26 febbraio 1949, n. 132.

Art. 11.

Con decreto del Ministro per la pubblica istruzione, previa deliberazione del Consiglio d'amministrazione, sentito anche il parere del comune di Milano, saranno emanate le norme relative all'organizzazione ed al funzionamento dell'Ente.

Fino alla emanazione delle norme di cui al precedente comma, restano in vigore le disposizioni del suaccennato decreto del Capo provvisorio dello Stato 15 novembre 1947, n. 1528, per quanto concerne materie non regolate dalla presente legge e in quanto non contrastanti con le disposizioni della medesima.

Art. 12.

Qualora l'Ente, per qualsiasi motivo, cessi di esistere, la liquidazione del suo patrimonio verrà fatta da un commissario nominato dal Ministro per la pubblica istruzione, di concerto col comune di Milano.

Le attività residuate e le raccolte museografiche non aventi particolare destinazione sin dall'origine saranno devolute al comune di Milano.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 2 aprile 1958

GRONCHI

ZOLI — MORO — MEDICI

Visto, *il Guardasigilli*: GONELLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 20 febbraio 1958, n. 333.

Modificazioni allo statuto del Politecnico di Torino.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Veduto lo statuto del Politecnico di Torino, approvato con i regi decreti 24 luglio 1942, n. 923, e 5 settembre 1942, n. 1391, modificati con decreto del Presidente della Repubblica 4 febbraio 1955, n. 123, e successivi;

Veduto il testo unico delle leggi sull'istruzione superiore, approvato con regio decreto 31 agosto 1933, n. 1592;

Veduto il regio decreto legge 20 giugno 1935, n. 1071, convertito nella legge 2 gennaio 1936, n. 73;

Veduto il regio decreto 30 settembre 1938, n. 1652, e successive modificazioni;

Vedute le proposte di modifiche dello statuto formulate dalle autorità accademiche del Politecnico anzidetto;

Riconosciuta la particolare necessità di approvare le nuove modifiche proposte;

Sentito il parere del Consiglio superiore della pubblica istruzione;

Sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione;

Decreta:

Lo statuto del Politecnico di Torino, approvato e modificato con i decreti sopraindicati, è ulteriormente modificato come appresso:

Art. 49, è così modificato:

« Le tasse e soprattasse scolastiche per gli allievi iscritti ai corsi di perfezionamento sono le seguenti:

tassa di iscrizione: L. 8000

soprattassa esami: L. 7000

oltre ai contributi di laboratorio, in misura da determinarsi dal Consiglio di amministrazione ».

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 20 febbraio 1958

GRONCHI

MORO

Visto, *il Guardasigilli*: GONELLA

Registrato alla Corte dei conti, addì 11 aprile 1958
Atti del Governo, registro n. 112, foglio n. 18. — DI PRETORO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 5 marzo 1958, n. 334.

Modificazioni allo statuto dell'Università degli studi di Bari.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Veduto lo statuto dell'Università degli studi di Bari, approvato con regio decreto 14 ottobre 1926, n. 2134, e modificato con regio decreto 13 ottobre 1927, n. 2169, e successivi;

Veduto il testo unico delle leggi sull'istruzione superiore, approvato con regio decreto 31 agosto 1933, n. 1592;

Veduto il regio decreto-legge 20 giugno 1935, n. 1071, convertito nella legge 2 gennaio 1936, n. 73;

Veduto il regio decreto 30 settembre 1938, n. 1652, e successive modificazioni;

Veduta la legge 11 aprile 1953, n. 312;

Vedute le proposte di modifiche dello statuto formulate dalle autorità accademiche dell'Università anzidetta;

Riconosciuta la particolare necessità di approvare le nuove modifiche proposte;

Sentito il parere del Consiglio superiore della pubblica istruzione;

Sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione;

Decreta:

Lo statuto dell'Università degli studi di Bari, approvato e modificato con i decreti sopraindicati, e ulteriormente modificato come appresso:

Art. 52. — Agli insegnamenti complementari del corso di laurea in lettere è aggiunto quello di:

« Lingua e letteratura portoghese ».

Art. 56. — Agli insegnamenti complementari del corso di laurea in filosofia è aggiunto quello di:

« Filosofia della scienza ».

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 5 marzo 1958

GRONCHI

MORO

Visto, *il Guardasigilli*: GONELLA
Registrato alla Corte dei conti, addì 11 aprile 1958
Atti del Governo, registro n. 112, foglio n. 13. — DI PRETORO

RELAZIONE e DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 28 marzo 1958.

Scioglimento del Consiglio comunale di Adria (Rovigo).

AL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Il Consiglio comunale di Adria (Rovigo) — costituito, per legge, di quaranta membri — risultò composto, in base alle elezioni del 27 maggio 1956, di due forti gruppi di opposte correnti politiche — nessuno dei quali, però, in grado di contare, per sè solo, su una decisiva prevalenza numerica — e di quattro elementi di altre correnti, il cui appoggio ad uno dei gruppi suddetti costituiva, perciò, condizione necessaria per la funzionalità della civica Amministrazione.

E furono, appunto, le raggiunte intese tra i predetti consiglieri ed i diciassette esponenti della corrente politica di centro a rendere possibile, a suo tempo, l'elezione del sindaco e della Giunta municipale ed a consentire poi il normale svolgimento dell'attività amministrativa, fino a quando i contrasti interni, via via approfonditisi, non hanno irreparabilmente incrinato quella coalizione di forze poco omogenee.

La crisi, già latente, si delineò alcuni mesi addietro col passaggio all'opposizione di uno degli elementi dell'esigua maggioranza consiliare, che determinava, nel Consiglio, una perfetta equivalenza numerica di forze tenacemente avverse. Ne seguiva la completa paralisi funzionale dell'Organo suddetto e mentre infruttuosi ed inutili riuscivano tutti i tentativi, fra i vari gruppi politici di raggiungere una nuova base di accordo, nel dicembre scorso il sindaco e, poco dopo, l'intera Giunta municipale, non più sorretti in seno al Consiglio rassegnavano le dimissioni dalla carica, sicchè si arrestava totalmente l'attività deliberativa della civica Amministrazione.

S'imponeva, quindi, con carattere di assoluta urgenza la ricostituzione degli Organi suddetti e, quale condizione prima, il superamento delle divisioni interne che da lungo tempo impedivano alla rappresentanza elettiva di assolvere alle proprie funzioni istituzionali, con grave pregiudizio per gli interessi dell'Ente e per la regolarità dei pubblici servizi.

Su tale imprescindibile esigenza, il Prefetto di Rovigo richiamava formalmente — per tramite del sindaco rimasto in carica in attesa della sostituzione — l'attenzione del Consiglio comunale, diffidandolo a provvedere, entro il 20 febbraio scorso, alla rielezione delle cariche nonchè all'approvazione — altro adempimento essenziale, fino allora omesso — del bilancio di previsione per l'esercizio già in corso, con l'esplicita avvertenza che in caso negativo, si sarebbe reso indispensabile il provvedimento di rigore previsto dall'art. 323 del testo unico 1915 della legge comunale e provinciale.

Senonchè, neppure tale energico intervento dell'autorità è valso a rimuovere le cause profondamente radicate, dell'organico disfunzionamento di quel Consiglio comunale: la diserzione di gran parte dei consiglieri delle sedute all'uopo indette, il 23 ed il 24 febbraio scorso ha reso, infatti impossibile per mancanza del numero legale di presenti, una valida deliberazione sugli argomenti all'ordine del giorno.

In seguito a così inequivoca conferma della incapacità di quella rappresentanza elettiva di risolvere la crisi interna che da più mesi la travaglia rendendola carente, nonostante formale diffida in ordine a fondamentali ed indilazionabili adempimenti di carattere obbligatorio, il Prefetto di Rovigo mentre ha disposto, in via d'urgenza — coi poteri di cui all'art. 105 del regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2839 — la sospensione del Consiglio suddetto e la nomina di un commissario per la provvisoria gestione dell'Ente, ha proposto, in pari tempo, lo scioglimento del Consiglio stesso, a norma dell'art. 323 dianzi citato, quale unico rimedio — generalmente atteso ed auspicato, ormai dall'opinione pubblica e dagli stessi gruppi politici locali — idoneo ad ovviare in modo risolutivo ad una insostenibile situazione antigiuridica, gravemente lesiva degli interessi della civica Azienda.

Ritenuto che nella specie ricorrano pienamente gli estremi di legge per far luogo alla misura proposta, mi onoro di sottoporre alla firma della S. V. Ill.ma l'unito schema di decreto, col quale si provvede allo scioglimento del Consiglio comunale di Adria ed alla nomina di un commissario straordinario per la provvisoria amministrazione dell'Ente, nella persona del viceprefetto ispettore dott. Paolo Carcò.

Roma, addì 26 marzo 1958

Il Ministro: TAMBRONI

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Considerato che il Consiglio comunale di Adria (Rovigo), per i profondi contrasti interni che da tempo lo travagliano, ha mancato di provvedere, nonostante la formale diffida del prefetto, in ordine a precisi adempimenti prescritti dalla legge, di carattere essenziale ai fini del funzionamento stesso dell'Amministrazione;

Ritenuto, pertanto, che ricorrano gli estremi per far luogo allo scioglimento della suddetta rappresentanza;

Visti gli articoli 323 del testo unico 1915 della legge comunale e provinciale e 106 del regio decreto-legge 30 dicembre 1923, n. 2839;

Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'interno, la cui relazione è allegata al presente decreto e ne costituisce parte integrante;

Decreta:

Art. 1.

Il Consiglio comunale di Adria (Rovigo) è sciolto.

Art. 2.

Il vice prefetto ispettore dott. Paolo Carcò, è nominato commissario straordinario per la provvisoria amministrazione del civico Ente, fino all'insediamento del nuovo Consiglio comunale, a norma di legge.

Al predetto commissario sono conferiti i poteri spettanti al Consiglio stesso.

Il Ministro proponente è incaricato dell'esecuzione del presente decreto.

Dato a Roma, addì 28 marzo 1958

GRONCHI

TAMBRONI

(1893)

RELAZIONE e DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 28 marzo 1958

Scioglimento del Consiglio comunale di Gioia del Colle (Bari).

AL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Il Consiglio comunale di Gioia del Colle (Bari) — costituito, per legge di trenta membri — risultò composto, in base ai risultati delle elezioni del 27 ottobre 1957, di vari gruppi di consiglieri di opposte tendenze, nessuno dei quali poteva contare su una decisa prevalenza numerica e le cui profonde divergenze — come già in occasione delle consultazioni del maggio 1956 — hanno reso impossibile, nonostante gli interventi e la formale diffida del prefetto, l'elezione del sindaco e della Giunta municipale e, conseguentemente, il funzionamento stesso dell'Amministrazione neo-eletta

In una prima adunanza consiliare, all'uopo indetta per il 21 novembre 1957, nessuno dei consiglieri conseguì — sia nelle due votazioni libere che in quella di ballottaggio — la maggioranza di voti prescritta dal terzo comma dell'art 5 del testo unico 5 aprile 1951, n 203, per la nomina del sindaco

Nell'adunanza di seconda convocazione, tenuta il 28 successivo, si addivenne, in sede di ballottaggio, all'elezione del sindaco, ma nella successiva votazione per la nomina degli assessori — in cui, peraltro, nessuno ottenne la maggioranza assoluta richiesta dall'art 4 del citato testo unico 203 — si determinò un ibrida concentrazione di voti su elementi eterogenei, che suscitò vivaci polemiche in seno al Consiglio ed invettive reciproche fra gli opposti schieramenti al punto che il presidente fu costretto, anche per le minacciose interferenze del pubblico presente, a sciogliere l'assemblea per motivi d'ordine pubblico

A seguito di ciò il sindaco eletto rassegnò le dimissioni dalla carica ed il Consiglio comunale fu nuovamente convocato per la nomina degli Organi d'amministrazione, ma in ben 4 successive adunanze (8 14, 25 e 30 gennaio 1958) non si raggiunse il numero legale di presenti, sicchè non fu possibile procedere all'elezione del sindaco e in conseguenza, per il disposto del sopracitato art 4, a quella della Giunta

Risultava evidente, a questo punto, l'impossibilità di una composizione della crisi, stante la manifesta volontà dei vari gruppi consigliari di non recedere dalle posizioni di contrasto assunte

Tuttavia, allo scopo di non lasciare nulla di intentato, e per porre, in modo inequivocabile, la rappresentanza elettiva di fronte alle responsabilità ad essa derivanti dall'inosservanza di un preciso obbligo di legge, il Prefetto di Bari — con decreto del 30 gennaio 1958, notificato a tutti i consiglieri — dispose due successive convocazioni dell Organo stesso per l'elezione del sindaco e della Giunta municipale, con l esplicita diffida — ai sensi e per gli effetti dell art 323 del testo unico della legge comunale e provinciale — che, qualora le relative adunanze fossero riuscite infruttuose, egli avrebbe promosso i provvedimenti di rigore previsti dalla predetta disposizione

Neppure tale estremo tentativo, però, sortiva gli effetti voluti, in quanto entrambe le riunioni, fissate per il 5 ed 8 febbraio 1958, furono dichiarate deserte per mancanza del prescritto numero legale

Il prefetto, pertanto, considerato che il predetto Consiglio ha persistito — nonostante formale diffida — nel violare un tassativo obbligo di legge, e che la paralisi funzionale che lo travaglia costituisce grave pregiudizio per gli interessi dell'Ente, ne ha proposto lo scioglimento a norma del citato art 323, provvedendo, nel contempo, alla sospensione del Consiglio stesso ed alla nomina di un commissario per la provvisoria gestione del Comune, a norma dell'art. 105 del regio decreto-legge 30 dicembre 1923, n 2839.

Attesa la manifesta carenza del Consiglio comunale di Gioia del Colle di fronte ad un preciso ed essenziale adempimento prescritto dalla legge, si ravvisa la necessità — onde ovviare, in modo risolutivo, ad una situazione antigiuridica che pregiudica gravemente gli interessi dell'Ente — di far luogo al provvedimento proposto

E' stato, pertanto, predisposto l'unito schema di decreto — che mi onoro di sottoporre alla firma della S V Ill ma — col quale si provvede allo scioglimento del predetto Consiglio comunale ed alla nomina di un commissario straordinario per la provvisoria gestione del Comune stesso nella persona del dott Emanuele Loperfido, funzionario di prefettura.

Roma, addì 26 marzo 1958

Il Ministro TAMBRONI

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Considerato che, nonostante la formale diffida del prefetto, il Consiglio comunale di Gioia del Colle (Bari) non ha provveduto ad eleggere il sindaco e la Giunta municipale, omettendo così di ottemperare ad un preciso adempimento prescritto dalla legge, di carattere essenziale ai fini del funzionamento stesso dell'Amministrazione;

Ritenuto, pertanto, che ricorrano gli estremi per far luogo allo scioglimento della seddetta rappresentanza;

Visti gli articoli 323 del testo unico 1915 della legge comunale e provinciale e 106 del regio decreto-legge 30 dicembre 1923. n 2839, nonchè il testo unico 5 aprile 1951, n. 203, e successive modificazioni;

Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'interno, la cui relazione è allegata al presente decreto e ne costituisce parte integrante;

Decreta:

Art. 1.

Il Consiglio comunale di Gioia del Colle è sciolto.

Art. 2.

Il dott. Emanuele Loperfido è nominato commissario straordinario per la provvisoria amministrazione del Comune suddetto fino all'insediamento del nuovo Consiglio comunale, a norma di legge.

Al predetto sono conferiti i poteri spettanti al Consiglio stesso.

Il Ministro proponente è incaricato dell'esecuzione del presente decreto.

Dato a Roma, addì 28 marzo 1958

GRONCHI

TAMBRONI

(1894)

RELAZIONE e DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 28 marzo 1958.

Scioglimento del Consiglio comunale di Albiano d'Ivrea (Torino).

AL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Nel comune di Albiano d'Ivrea (Torino), a seguito di insanabili contrasti insorti, per interessi a rivalità personali, nell'ambito del gruppo consiliare di maggioranza e della stessa Giunta municipale è venuta a crearsi una situazione di profonda crisi nel funzionamento degli Organi elettivi, che praticamente si trascina, con grave pregiudizio per il civico Ente, dal giugno dello scorso anno allorchè tali interni dissidi si concretarono in una formale proposta di revoca del sindaco, sulla quale, peraltro, non si raggiunse, in nessuna delle tre sedute consiliari prescritte dalla legge l'occorrente « quorum » di voti dei due terzi dei consiglieri assegnati al Comune.

Tutti i tentativi successivamente svolti dal prefetto, con personale opera di persuasione e con l'invio sul posto, quale intermediario, del vice prefetto ispettore, per cercare di comporre l'aperta ostilità tra il sindaco ed il gruppo di consiglieri ed assessori che ne avevano proposto la revoca, s'infransero, senza esito alcuno, contro irremovibili posizioni di contrasto che nel dicembre scorso portavano alle dimissioni — regolarmente accolte — di tre sui quattro assessori (due effettivi e due supplenti) componenti la Giunta municipale e quindi alla legale incapacità di ulteriore funzionamento di quest'ultima.

Si rendeva così, necessaria ed urgente, a scanso di un totale arresto dell'attività amministrativa, la parziale ricostituzione dell'Organo suddetto ed all'uopo il Prefetto di Torino nel gennaio 1958 avvalendosi dei poteri di cui all'art. 124 del testo unico 1915 della legge comunale e provinciale convocava d'ufficio quel Consiglio comunale, con l'inclusione, all'ordine del giorno, di altro indeorgabile adempimento fino allora omesso: l'approvazione del bilancio preventivo per l'esercizio già in corso.

Senonchè sia nell'adunanza di prima convocazione del 27 gennaio scorso sia in quella di seconda, del giorno successivo, per l'allontanamento dall'aula prima che s'iniziasse la discussione degli argomenti, del gruppo di consiglieri ostile al sindaco veniva a mancare il numero legale di presenti necessario ai fini della validità delle sedute stesse, ed uguale esito sortivano altre due adunanze che, in un estremo tentativo di risolvere la crisi per le vie ordinarie il prefetto riteneva ancora di disporre per il 27 ed il 28 febbraio scorso, con l'esplicita avvertenza che, in caso di ulteriore omissione degli adempimenti richiesti, si sarebbe reso inevitabile il ricorso all'estrema misura prevista dall'art. 323 del testo unico 1915 della legge comunale e provinciale.

Di fronte a così chiara manifestazione della incapacità di quella rappresentanza elettiva di superare i contrasti interni che da tempo ne minano la funzionalità, rendendola persistentemente carente, nonostante la formale diffida in ordine a precisi adempimenti obbligatori ed indilazionabili, il Prefetto di Torino ha rappresentato la necessità di far luogo allo scioglimento del Consiglio comunale di Albiano d'Ivrea, ai sensi dell'art. 323 sopra citato.

Considerata l'impossibilità, inequivocamente dimostrata, di ovviare coi normali rimedi alla paralisi funzionale del Consiglio suddetto che per la perseverante omissione di atti obbligatori ed urgenti è venuta a concretare una inammissibile situazione antigiuridica gravemente lesiva degli interessi del civico Ente, si ritiene che nella specie, ricorrano pienamente gli estremi di legge per far luogo al provvedimento proposto.

Mi onoro, pertanto, di sottoporre alla firma della S. V. Ill.ma l'unito schema di decreto col quale si dispone lo scioglimento del Consiglio comunale di Albiano d'Ivrea e la nomina di un commissario straordinario per la provvisoria gestione del Comune nella persona del dott. Mario Arione, consigliere di 1ª classe presso la prefettura.

Roma, addì 25 marzo 1958

Il Ministro TAMBRONI

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Considerato che il Consiglio comunale di Albiano d'Ivrea (Torino), per i profondi contrasti interni che da tempo lo travagliano, si è reso persistentemente carente, nonostante i ripetuti interventi e la formale diffida del prefetto, in ordine a precisi adempimenti di carattere obbligatorio ed essenziali ai fini del funzionamento stesso dell'Amministrazione;

Ritenuto, pertanto, che ricorrano gli estremi per far luogo allo scioglimento della suddetta rappresentanza;

Visti gli articoli 323 del testo unico 1915 della legge comunale e provinciale e 106 del regio decreto-legge 30 dicembre 1923, n. 2839;

Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'interno, la cui relazione è allegata al presente decreto e ne costituisce parte integrante;

Decreta:

Art. 1.

Il Consiglio comunale di Albiano d'Ivrea (Torino) è sciolto.

Art. 2.

Il dott. Mario Arione, consigliere di 1ª classe presso la prefettura, è nominato commissario straordinario per la provvisoria gestione del civico Ente, fino all'insediamento del nuovo Consiglio comunale, a norma di legge.

Al predetto commissario sono conferiti i poteri spettanti al Consiglio stesso.

Il Ministro proponente è incaricato dell'esecuzione del presente decreto.

Dato a Roma, addì 28 marzo 1958

GRONCHI

TAMBRONI

(1895)

DECRETO MINISTERIALE 31 marzo 1958.

Concessione di deroghe temporanee all'applicazione di alcune disposizioni del decreto del Presidente della Repubblica 27 aprile 1955, n. 547, concernente norme per la prevenzione degli infortuni sul lavoro.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto l'art. 395 del decreto del Presidente della Repubblica 27 aprile 1955, n. 547, contenente norme per la prevenzione degli infortuni sul lavoro;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 7 gennaio 1956, n. 164, contenente norme per la prevenzione degli infortuni sul lavoro nelle costruzioni;

Visti i decreti Ministeriali 15 giugno 1956 e 10 gennaio 1957, concernenti la concessione di deroghe temporanee di carattere generale all'applicazione di alcune disposizioni contenute nei citati decreti Presidenziali;

Viste le istanze intese ad ottenere una deroga temporanea di carattere generale all'applicazione delle disposizioni contenute nell'art. 192 del citato decreto Presidenziale n. 547, nonchè una proroga di alcune delle deroghe concesse con i suddetti decreti Ministeriali 15 giugno 1956 e 10 gennaio 1957;

Sentita la Commissione consultiva permanente per la prevenzione degli infortuni e per l'igiene del lavoro;

Considerata la necessità di accogliere alcune delle suddette richieste le quali sono giustificate da esigenze tecniche o di esercizio o da altri motivi eccezionali;

Decreta:

Art. 1.

Le disposizioni contenute negli articoli del decreto del Presidente della Repubblica 27 aprile 1955, n. 547. indicate nell'alligata tabella non si applicano per le attività produttive, per i settori industriali e per il periodo di tempo a fianco di ciascuno di esse indicate, subordinatamente all'adozione od alla sussistenza delle misure sostitutive di sicurezza di cui alla tabella medesima.

Art. 2.

Le altre istanze di proroga delle deroghe all'applicazione delle disposizioni contenute negli articoli non elencati nell'alligata tabella, sono respinte, perchè non giustificate da esigenze tecniche o di esercizio o da altri motivi eccezionali.

Art. 3.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 31 marzo 1958

Il Ministro: Gui

Tabella allegata al decreto Ministeriale 31 marzo 1958, concernente la concessione di deroghe ai sensi dell'art. 395 del decreto del Presidente della Repubblica 27 aprile 1955, n. 547

N. d'ordine	Articolo del decreto del Presidente della Repubblica 27 aprile 1955, n. 547	Attività produttiva o settore industriale	Termine finale della proroga	Misure sostitutive di sicurezza
1	13 — Uscite dai locali di lavoro	Tutte le attività produttive	31 dicembre 1959	Dispositivo di fermo nella posizione di apertura delle porte scorrevoli verticalmente e delle saracinesche a rullo
2	14. — Idem	Idem	Idem	Predisposizione di un piano di sfollamento dei lavoratori in caso di necessità, da portare a conoscenza degli stessi
3	136 — Protezione degli organi lavoratori dal contatto accidentale	Settore tessile	31 dicembre 1958	Custodie mobili e portelli fissati nella posizione di chiusura mediante viti a farfalla
4	139 — Ingranaggi delle macchine per filare in genere	Idem	Idem	Idem
5	191 — Arresto di fine corsa delle gru a ponte ed a portale	Tutte le attività produttive	31 dicembre 1959	Segnale automatico — acustico o luminoso — che preavverta il manovratore dell'approssimarsi del fine corsa
6	192 — Divieto della discesa libera dei carichi	Settore delle costruzioni edili Tutte le attività produttive allorchè vengano impiegati mezzi di sollevamento azionati da motori termici	Idem	Verifica settimanale del freno, mensile del punto di ancoraggio, da effettuarsi da parte della ditta I risultati di tali verifiche debbono essere riportati su appositi verbali.
7	244 (ultimo comma) — Disposizioni generali di sicurezza per tubazioni e canalizzazioni	Tutte le attività produttive	Idem	Targhette, fascette od altri sistemi equivalenti che garantiscano durevolmente l'indicazione di liquidi o gas nocivi o pericolosi.
8	278 — Impiego dei conduttori nudi ad alta tensione (difese)	Idem	Idem	a) Altezza minima dei conduttori m 2,50, più 1 cm per ogni migliaia di volta di tensione, b) Cartelli indicanti il valore della tensione e le particolari condizioni di pericolo.
9	279. — Impiego dei conduttori nudi ad alta tensione (difese) limitatamente alle norme di cui all'art 278	Idem	Idem	Idem
10	310. — Derivazioni a spina	Idem	31 dicembre 1958	—
11	338. — Colorazione dei conduttori ed indicazione delle loro tensioni	Idem	31 dicembre 1959	Cartelli indicanti il valore della tensione e le particolari condizioni di pericolo.
12	354 (2° comma). — Concentrazioni pericolose Segnalatori automatici	Idem	Idem	a) Controlli e misurazioni frequenti; b) Dispositivi e misure per la rapida bonifica onde eliminare le concentrazioni pericolose.

Visto, *il Ministro per il lavoro e la previdenza sociale*
Gui

(1696)

DECRETO MINISTERIALE 21 marzo 1958.

Assunzione delle operazioni di liquidazione dell'Ente Turistico Alberghiero della Libia (E.T.A.L.) da parte dell'Ufficio liquidazioni del Ministero del tesoro.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visti gli articoli 1 e 11 della legge 4 dicembre 1956, n. 1404, riguardanti la soppressione e messa in liquidazione di enti di diritto pubblico e di altri enti sotto qualsiasi forma costituiti soggetti a vigilanza dello Stato e comunque interessanti la finanza statale;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica del 14 febbraio 1958, con il quale l'Ente Turistico Alberghiero della Libia (E.T.A.L.) è stato soppresso e messo in liquidazione con le modalità stabilite dalla legge 4 dicembre 1956, n. 1404;

Considerato che alle operazioni di liquidazione dell'Ente suddetto provvede il Ministro per il tesoro a mezzo dell'Ufficio liquidazioni previsto dal citato art. 1 della richiamata legge n. 1404 del 1956;

Visto il proprio decreto 14 gennaio 1957, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* dell'8 febbraio 1957, n. 35, concernente l'istituzione, presso la Ragioneria generale dello Stato, del predetto Ufficio liquidazioni;

Ritenuto che sussistono ragioni di necessità per comprendere l'E.T.A.L. tra gli enti per i quali la rappresentanza anche in giudizio spettante al Ministro per il tesoro è stata delegata con provvedimento generale all'Ufficio liquidazioni di cui sopra;

Visto il proprio decreto 11 ottobre 1957 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 30 ottobre 1957, n. 269, con il quale è stata delegata all'Ufficio liquidazioni la rappresentanza in giudizio degli enti le cui operazioni di liquidazione sono state affidate, ai sensi della citata legge 4 dicembre 1956, n. 1404, all'Ufficio stesso;

Decreta:

Art. 1.

Alle operazioni di liquidazione dell'Ente Turistico Alberghiero della Libia (E.T.A.L.), provvede il Ministro per il tesoro a mezzo dello speciale Ufficio liquidazioni.

Art. 2.

E' delegata al predetto Ufficio la rappresentanza in giudizio anche dell'Ente Turistico Alberghiero della Libia (E.T.A.L.).

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 21 marzo 1958

Il Ministro: MEDICI

Registrato alla Corte dei conti, addì 29 marzo 1958
Registro n. 8 Tesoro, foglio n. 282. — FLAMMIA

(1730)

DECRETO MINISTERIALE 3 aprile 1958.

Messa in liquidazione coatta amministrativa della Cooperativa agricola di Castelnuovo Rangone e nomina del commissario liquidatore.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Viste le risultanze della revisione ordinaria eseguita alla Cooperativa agricola di Castelnuovo Rangone, dalle quali si rileva che l'ente stesso non ha attività sufficienti per il pagamento dei debiti;

Udito, in via d'urgenza, il Comitato costituito in seno alla Commissione centrale per le cooperative, ai sensi dell'art. 19, lettera *b*) del decreto legislativo 14 dicembre 1947, n. 1577;

Ritenuta la necessità di assoggettare la Cooperativa predetta alla procedura della liquidazione coatta amministrativa;

Visti l'art. 2540 del Codice civile e il titolo V del regio decreto 16 marzo 1942, n. 267;

Decreta:

La Cooperativa agricola di Castelnuovo Rangone, costituita con atto 4 gennaio 1947 del notaio Gian Pietro Ansaldi, è messa in liquidazione coatta amministrativa, ai sensi e per gli effetti di cui agli articoli 2540 del Codice civile e 197 e seguenti del regio decreto 16 marzo 1942, n. 267.

Il dott. Antonio Guidelli è nominato commissario liquidatore della Cooperativa stessa, con gli obblighi e le responsabilità di legge.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 3 aprile 1958

Il Ministro: GUI

(1850)

ORDINANZA MINISTERIALE 11 aprile 1958.

Partecipazione all'abilitazione di cui all'art. 7 della legge 15 dicembre 1955, n. 1440, degli insegnanti non di ruolo di materie tecniche e disegno nelle scuole secondarie di avviamento professionale a tipo industriale forniti di diploma di perito industriale.

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Visto l'art. 7 della legge 15 dicembre 1955, n. 1440;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 8 dicembre 1957, n. 1303;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 226;

Vista la propria ordinanza 15 marzo 1958;

Ordina:

§ 1. — Per effetto dell'articolo unico della legge 13 marzo 1958, n. 226, l'abilitazione, di cui all'art. 7 della legge 15 dicembre 1955, n. 1440, per l'insegnamento di materie tecniche e disegno nelle scuole secondarie di avviamento professionale a tipo industriale, può essere chiesta, con le modalità indicate dal regolamento approvato con il decreto del Presidente della Repubblica 8 ottobre 1957, n. 1303, dagli insegnanti non di ruolo forniti di diploma di perito industriale che nel decennio scolastico 1945-46 - 1954-55 abbiano insegnato tali discipline nelle predette scuole secondarie di avviamento professionale a tipo industriale statali, pareggiate o legalmente riconosciute, per almeno cinque anni anche se non successivi.

§ 2. — Le relative istanze, in carta legale da L. 100, redatte e documentate in conformità alle disposizioni contenute nei §§ 5 e 6 dell'ordinanza Ministeriale 15 marzo 1958 devono essere presentate al provveditore agli studi della Provincia in cui gli insegnanti prestano servizio o risiedono, entro quarantacinque giorni dalla data di pubblicazione della presente ordinanza nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 11 aprile 1958

p. *Il Ministro*: SCAGLIA

(1911)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

ALTO COMMISSARIATO PER L'IGIENE E LA SANITÀ PUBBLICA

Autorizzazione all'Opera nazionale per la protezione della maternità e dell'infanzia a procedere ad alcune trasformazioni del patrimonio immobiliare.

Con decreto commissariale n. 370 60303 in data 20 marzo 1958, l'Opera nazionale per la protezione della maternità e dell'infanzia è stata autorizzata a vendere all'Amministrazione comunale di Livorno un appezzamento di terreno di mq. 21 090 sito in Livorno, via Garibaldi, angolo via della Bastia, segnato al nuovo catasto terreni nel foglio di mappa 8 con le particelle 383 e 394 descritto alla partita n. 3651, pervenutole per atto di compravendita dalla ditta Domenici Giampiero, rogito Riccetti in data 22 gennaio 1954, registrato a Livorno il 25 gennaio 1954 al n. 1874, vol. 192, alle seguenti condizioni:

1) corresponsione del prezzo di L. 25 500 000 da versarsi in due rate annue di L. 12 750 000 ciascuna a cominciare dal corrente esercizio 1957, con contemporanea cessione all'Opera a titolo gratuito di una quota parte del terreno istesso di circa mq. 2500 da destinarsi ad area della nuova Casa in parola;

2) impegno da parte del Comune della costruzione della strada di accesso al nuovo fabbricato Opera nazionale per la protezione della maternità e dell'infanzia;

3) cessione a titolo gratuito dell'appezzamento di terreno sito in via Poerio della superficie di mq. 2310 attualmente condotto in affitto dall'Opera nazionale per la protezione della maternità e dell'infanzia, segnato in catasto alla sezione *D* mapp. 2706, foglio 8, ed adibito a ricreazione dell'attigua Casa della Madre e del Bambino;

4) impegno da parte del Comune di cessione in affitto di n. 3 alloggi al personale dell'Opera nazionale per la protezione della maternità e dell'infanzia, nell'eventualità che sul terreno acquistato il Comune od altro Ente costruisca alloggi popolari.

(1732)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Vacanza della cattedra di industrie agrarie, enologia, caseificio, oleificio, presso la Facoltà di agraria dell'Università statale di Milano.

Ai sensi e per gli effetti dell'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 5 aprile 1945, n. 238, si comunica che presso la Facoltà di agraria dell'Università statale di Milano, è vacante la cattedra di industrie agrarie, enologia, caseificio, oleificio, cui la Facoltà interessata intende provvedere mediante trasferimento.

Gli aspiranti al trasferimento medesimo dovranno inoltrare le proprie domande direttamente al preside della Facoltà entro trenta giorni dalla pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

(1928)

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Scioglimento dell'Amministrazione ordinaria e nomina del commissario governativo dell'Istituto autonomo per le case popolari della provincia di Reggio Calabria.

Con decreto del Ministro per i lavori pubblici n. 4966 del 2 aprile 1958, è stata sciolta l'Amministrazione ordinaria dell'Istituto autonomo per le case popolari della provincia di Reggio Calabria ed il vice prefetto dott. Salvatore Ligotti è stato nominato commissario governativo per la gestione straordinaria dell'Ente stesso, per la durata di mesi tre.

(1423)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

RIFORMA FONDIARIA

Determinazione delle indennità dovute per i terreni espropriati in applicazione delle leggi di riforma fondiaria

Opera nazionale per i combattenti

L'indennità di espropriazione, dovuta ai sensi della legge 15 marzo 1956, n. 156 per i terreni siti in agro del comune di Eboli (Salerno), di complessivi ettari 51 59 88 espropriati in forza del decreto Presidenziale 28 dicembre 1952, n. 4202 (pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica n. 19 del 24 gennaio 1953 — supplemento ordinario n. 4) nei confronti della ditta CONFORTI Luigi fu Carlo, e trasferiti all'Opera nazionale per i combattenti — Sezione speciale per la riforma fondiaria, è determinata in L. 18 425 230 (lire diciottomilioniquattrocentoventicinquemiladuecentotrenta), salvo definitivo provvedimento ai sensi dell'art. 5, comma terzo, della legge 15 marzo 1956, n. 156.

I relativi interessi, di cui all'art. 6 della citata legge n. 156, decorrono dal 1° settembre 1953.

I seguenti dati catastali, esposti nell'allegato n. 1 al sopracitato decreto Presidenziale di espropriazione, vengono rettificati come appresso:

Errata

Foglio di mappa 24, numero di mappa 252, qualità seminativo 5°, *reddito* dominicale L. 452,98.

Foglio di mappa 214, numero di mappa 40, qualità seminativo irriguo, ettari 33 93 33, reddito dominicale L. 13 583,72.

Totale superficie ettari 51 59 28.

Totale reddito dominicale L. 18 382,58.

Corrige

Foglio di mappa 24, numero di mappa 252, qualità agrumeto 2°, reddito dominicale L. 16 688,70.

Foglio di mappa 40, numero di mappa 214, qualità seminativo irriguo *III*, ettari 23 07 93, reddito dominicale L. 9 231,72.

Foglio di mappa 40, numero di mappa 38, qualità agrumeto II, ettari 10 88 00, reddito dominicale L. 38 080,00.

Totale superficie ettari 51 59 88.

Totale reddito dominicale L. 68 346,30.

Decorsi venti giorni dalla data della presente pubblicazione senza opposizioni per la rettifica di eventuali errori materiali, verrà emanato il provvedimento definitivo da pubblicarsi per estratto, nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

(1736)

Ente per la colonizzazione del Delta padano

L'indennità di espropriazione, dovuta ai sensi della legge 15 marzo 1956, n. 156, per i terreni siti in agro del comune di Chioggia (Venezia), di complessivi ettari 13 27 80, espropriati in forza del decreto Presidenziale 18 dicembre 1952, n. 3164 (pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica n. 13 del 17 gennaio 1953, supplemento ordinario n. 1) nei confronti della ditta FOURVEL RIGOLLEAU Luigia Anna detta Anita fu Gastone, e trasferiti all'Ente per la colonizzazione del Delta padano, è determinata in L. 2 915 391,75 (lire duemilioninovecentoquindicimilatrecentonovantuno e cent. 75), salvo definitivo provvedimento ai sensi dell'art. 5, comma terzo, della legge 15 marzo 1956, n. 156.

I relativi interessi, di cui all'art. 6 della citata legge n. 156, decorrono dal 18 gennaio 1953.

I seguenti dati catastali, esposti nell'allegato 1) al sopracitato decreto Presidenziale di espropriazione, vengono rettificati come appresso:

Errata

Foglio n. 67, particella 44, orto III, ettari 0 32 66, reddito dominicale L. 220,05.

Corrige

Foglio n. 67, particella 44, orto III, ettari 0 32 60, reddito dominicale L. 220,05.

Decorsi venti giorni dalla data della presente pubblicazione senza opposizioni per la rettifica di eventuali errori materiali, verrà emanato il provvedimento definitivo da pubblicarsi, per estratto, nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

(1733)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 86

Corso dei cambi del 15 aprile 1958 presso le sottoindicate Borse valori

VALUTE	Bologna	Firenze	Genova	Milano	Napoli	Palermo	Roma	Torino	Trieste	Venezia
$ USA	—	624,80	624,80	624,80	624,81	624,80	624,80	624,80	624,80	624,80
$ Can	—	644 —	644 —	643,75	642,90	642,69	644 —	643,375	642,375	643 —
Fr Sv. lib	—	145,80	145,795	145,875	145,75	145,80	145,80	145,805	145,80	145,80
Kr D	—	90,19	90,20	90,20	90,15	90,21	90,20	90,21	90,21	90,21
Kr N	—	87,20	87,20	87,22	87,25	87,24	87,20	87,25	87,24	87,24
Kr Sv.	—	120,34	120,32	120,36	120,30	120,32	120,32	120,23	120,32	120,31
Fol	—	164,62	164,635	164,67	164,60	164,50	164,62	164,50	164,50	164,50
Fr B	—	12,505	12,5025	12,5040	12,5025	12,50	12,505	12,497	12,49	12,495
Fr Fr	—	147,83	147,84	147,86	147,80	147,73	147,83	147,73	147,73	147,83
Fr Sv acc.	—	142,57	142,56	142,56	142,54	142,53	142,56	142,525	142,52	142,55
Lst	—	1744,90	1745,125	1715,125	1744,75	1745,31	1744,875	1745,80	1745,25	1745 —
Dm occ	—	148,735	148,73	148,75	148,70	148,70	148,74	148,70	148,70	148,72
Scell Aust.	—	24,015	24,02	24,0225	24 —	24,02	24,02125	24,016	24,01	24,01

Media dei titoli del 15 aprile 1958

Rendita 3,50 % 1906	62 —
Id 3,50 % 1902	59,80
Id 5 % 1935	97,65
Redimibile 3,50 % 1934	81,30
Id 3,50 % (Ricostruzione)	75,475
Id 5 % (Ricostruzione)	90,35
Id 5 % (Riforma fondiaria)	84,90
Id 5 % 1936	97,425
Id 5 % (Città di Trieste)	84,85
Id. 5 % (Beni Esteri)	83,675

Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° aprile 1959)	100,20
Id. 5 % (» 1° aprile 1960)	99,075
Id. 5 % (» 1° gennaio 1961)	97,85
Id. 5 % (» 1° gennaio 1962)	95,775
Id. 5 % (» 1° gennaio 1963)	96,10
Id 5 % (» 1° aprile 1964)	95,30
Id 5 % (» 1° aprile 1965)	95,225
Id. 5 % (» 1° aprile 1966)	95,225

Il Contabile del Portafoglio dello Stato: ZODDA

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi medi del 15 aprile 1958

1 Dollaro USA	624,80
1 Dollaro canadese	643,875
1 Franco svizzero lib.	145,802
1 Corona danese	90,20
1 Corona norvegese	87,21
1 Corona svedese	120,34
1 Fiorino olandese	164,645

1 Franco belga	12,504
100 Franchi francesi	147,845
1 Franco svizzero acc.	142,56
1 Lira sterlina	1745 —
1 Marco germanico	148,745
1 Scellino austriaco	24,022

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Proroga dei poteri conferiti al commissario della Società cooperativa di consumo, con sede in Montignoso (Massa Carrara).

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 25 marzo 1958, i poteri conferiti al rag Panesi Piero, commissario della Società cooperativa di consumo, con sede in Montignoso (Massa Carrara), sono prorogati dal 25 marzo al 30 settembre 1958.

(1745)

COMITATO INTERMINISTERIALE PER IL CREDITO ED IL RISPARMIO

Nomina o conferma di presidenti di Casse comunali di credito agrario

IL DIRETTORE GENERALE DELLA BANCA D'ITALIA

Visti i regi decreti legge 29 luglio 1927, n 1509 e 29 luglio 1928, n 2085, convertiti, rispettivamente, nelle leggi 5 luglio 1928 n 1760 e 20 dicembre 1928, n 3130, riguardanti l'ordinamento del credito agrario;

Visti l'art 28 del regolamento per l'esecuzione del suddetto regio decreto-legge 29 luglio 1927, n 1509, approvato con decreto Ministeriale 23 gennaio 1928, e le successive modificazioni,

Visti il regio decreto legge 12 marzo 1936, n. 375, sulla difesa del risparmio e sulla disciplina della funzione creditizia, e le successive modificazioni ed integrazioni e i decreti legislativi 17 luglio 1947, n 691, 20 gennaio 1948, n 10 e la legge 22 dicembre 1956, n 1589,

Visto il regio decreto 11 giugno 1936, n. 1067, modificato con decreto Presidenziale 19 aprile 1948 n 482,

Viste le proposte formulate dal Banco di Napoli - Sezione di credito agrario, con sede in Napoli,

Dispone:

1 Il prof Luigi Gabriele Draisci di Gaetano è nominato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Rignano Garganico (Foggia).

2 Il sig. Gabriele Antonio fu Pasquale è confermato presidente della Cassa comunale di credito agrario di San Nicandro Garganico (Foggia).

3 Il sig Ignazio Ruggieri fu Gaetano è confermato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Vieste (Foggia)

Il presente provvedimento sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 1° aprile 1958

Il direttore generale. FORMENTINI

(1781)

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DELLA DIFESA - MARINA

Comunicato

Il decreto Ministeriale 30 gennaio 1958 (registrato alla Corte dei conti il 26 febbraio 1958, registro n. 8, foglio n. 234), riguardante l'approvazione della graduatoria di merito del concorso per esami e per titoli a 8 (otto) posti di chimico, nel personale civile dei chimici per le Direzioni armi ed armamenti navali, è stato pubblicato sul Foglio d'ordini del Ministero della difesa-Marina n. 23 in data 21 marzo 1958 (art. 7).

(1912)

PREFETTURA DI SASSARI

Graduatoria generale del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Sassari

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI SASSARI

Visti i verbali della Commissione giudicatrice del concorso per sedici posti di ostetrica condotta, bandito da questa Prefettura, con decreto n. 8490 Div. sanità, in data 5 marzo 1955;

Ritenuto che detta Commissione ha proceduto all'espletamento del concorso ed alla formulazione della graduatoria delle candidate idonee in conformità alle vigenti disposizioni di legge e delle relative istruzioni ministeriali;

Visto il regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria delle partecipanti al concorso per sedici posti di ostetrica condotta, vacanti in provincia di Sassari, alla data del 30 novembre 1955, bandito da questa Prefettura con decreto del 5 marzo 1956, n. 8490-Div. sanità:

N.	Nome		Punti
1	Gemignani Elda	punti	56,640 su 100
2.	Perugini Maria Osanna	»	51,125 »
3	Sferragatta Bruna	»	50,468 »
4.	Mantovani Carmen	»	48,655 »
5.	Usai Paolina	»	48,625 »
6	Merlin Anna	»	48,062 »
7.	Ghiglieri Eugenia	»	47,468 »
8	Zicca Regina	»	47,347 »
9	Acciai Anna	»	46,562 »
10	Bruni Franceschina	»	46 062 »
11.	Amista Armida	»	45,531 »
12.	Pulixi Luigina, coniugata con un figlio	»	45,062 »
13.	Bianchini Anna	»	45,062 »
14	Moretti Nives	»	43,312 »
15	Papini Bruna	»	43,078 »
16.	Manzini Clara	»	42,437 »
17	Ruffini Agnese	»	42,250 »
18	Zini Iside	»	42,156 »
19.	Migliari Marina	»	41,828 »
20	Bettelli Maria	»	41,375 »
21	Cadeddu Evelina	»	41,250 »
22.	Achenza Pietrina	»	40,968 »
23	Casadio Gaddoni Ornella	punti	40 875 su 100
24	Satta Anna	»	40 500 »
25	Vecchi Elena	»	40,281 »
26	Moro Pierina	»	39,718 »
27.	Preziosi Natalina, coniugata con due figli	»	39 625 »
28	Gavioli Liliana	»	39 625 »
29.	Sanna Teresa	»	39,531 »
30	Cervi Marsiglia	»	38,937 »
31.	Arcetti Liliana	»	38 687 »
32	Pasini Adriana	»	38,384 »
33	Mereu Paola	»	37 625 »
34	Tamponi Santa	»	37,562 »
35	Lopetz Matilde	»	37,156 »
36	Mascella Erminia	»	36 843 »
37	Scarpa Vittoria	»	36 468 »
38	Rigacci Nicia	»	36,312 »
39	Congia Teresa	»	35 875 »
40.	Gattanella Fernanda	»	35,781 »
41	Bradi Anna Rosa	»	35,156 »

Il presente decreto verrà pubblicato a termine di legge.

Sassari, addì 20 marzo 1958

Il prefetto. DE MAGISTRIS

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI SASSARI

Visto il proprio decreto n. 10304 in data 20 marzo 1958, con il quale viene approvata la graduatoria delle concorrenti dichiarate idonee ai posti di ostetrica condotta, vacanti in provincia di Sassari alla data del 30 novembre 1955;

Viste le domande prodotte dalle concorrenti nelle quali vengono indicate le sedi in ordine di preferenza;

Viste le disposizioni contenute nell'art. 55 del regio decreto-legge 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

Le seguenti candidate, risultate idonee al concorso di cui alla premessa, sono dichiarate vincitrici delle sedi a fianco di ciascuna indicate:

1) Gemignani Elda: Sassari (La Corte);
2) Perugini Maria Osanna: Sennori;
3) Sferragatta Bruna: Pozzomaggiore;
4) Mantovani Carmen: Olmedo;
5) Usai Paolina: Aggius (2ª condotta);
6) Merlin Anna: Luras;
7) Ghiglieri Eugenia: Sassari (Stintino);
8) Zicca Regina: Bessude;
9) Acciai Anna: Mores;
10) Bruni Franceschina: Berchidda;
11) Amista Armida: Tempio (Palau);
12) Pulixi Luigina: Nughedu S. N.;
13) Bianchini Anna: Consorzio Castelsardo Osilo Nulvi (frazione Tergu);
14) Moretti Nives: Cossoine;
15) Papini Bruna: Mara;
16) Manzini Clara: Osilo (2ª condotta).

Il presente decreto verrà pubblicato a termine di legge.

Sassari, addì 20 marzo 1958

Il prefetto: DE MAGISTRIS

(1688)

MOLA FELICE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.